ISSN 0024-7650

M 6189 - 1082 - 8,00 F
3796189008001 10820

élections municipales :

AVEC LA GAUCHE COMME AVEC LA DROITE :

Argent facile pour les riches,

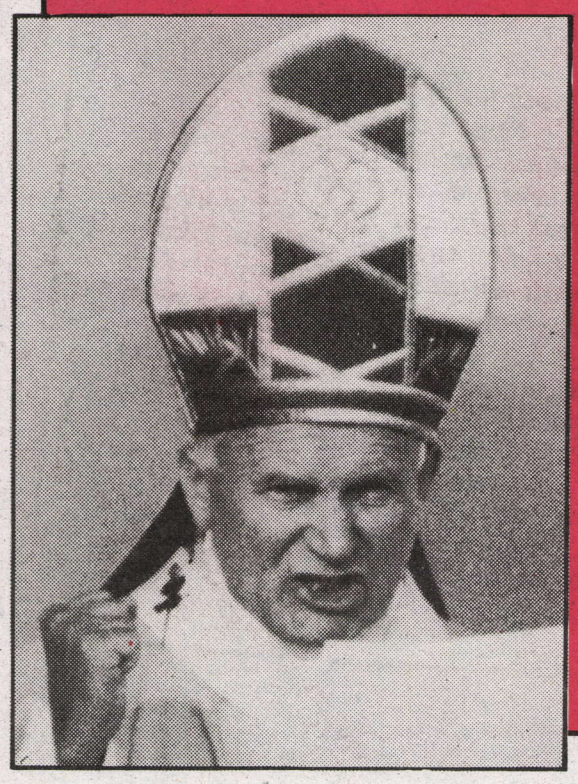
Chômage et salaires bloqués pour les travailleurs,

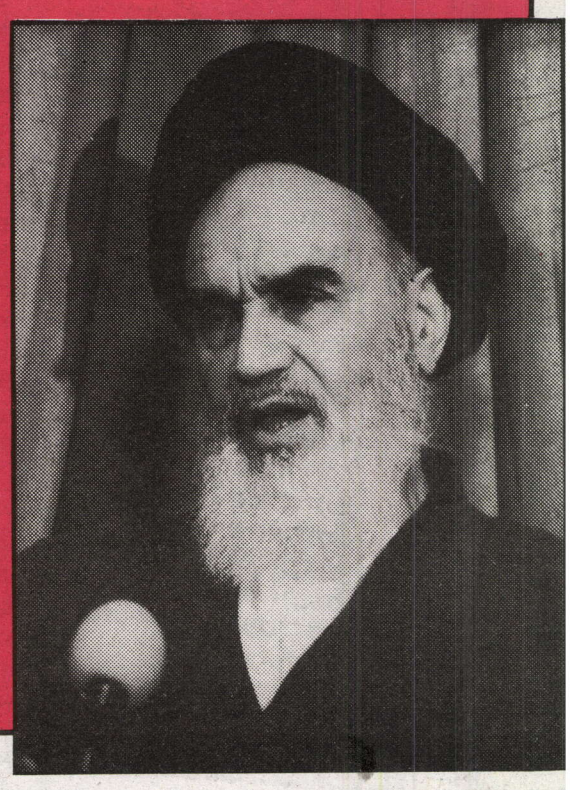
pas d'accord !

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 082 - 25 février 1989 - prix : 8 F

au nom du Christ ou du Prophète c'est le même enfer !





Au nom du Christ ou du Prophète, C'EST LE MÊME ENFER !

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

On nous voudrait bon public, en nous désignant le fanatisme d'un Khomeiny comme «le mal absolu» (pour reprendre l'expression elle-même quasi religieuse de Mitterrand !), face à la vertu démocratique, mais combien impuissante, des gouvernements de nos pauvres pays riches !

L'indignation verbale de Mitterrand face à la mise à prix de la tête de Salman Rushdie, aurait été plus convaincante si lui-même n'allait pas du même pas se prosterner en grande pompe sur la tombe de l'empereur Hiro-Hito, que les «démocraties» occidentales qualifièrent de criminel de guerre au même titre que Hitler... avant la capitulation du Japon en 1945, avant de l'associer au nouveau régime d'après-guerre.

Heureusement, finalement, qu'il y a des dignitaires religieux comme le cardinal Decourtray ou le rabbin Ravitz de Jérusalem, pour jeter une lumière plus crue sur ce qu'il en est de la tolérance religieuse dans ces mêmes pays du camp occidental. Car ces deux-là se sentent au moins solidaires sur un point de Khomeiny. Selon eux, Rushdie a «offensé» et «insulté» non seulement un milliard de musulmans, mais finalement tous les croyants.

Cardinaux, rabbins et ayatollahs, même combat !

En fait, ils n'ont pas tort, ces dignitaires religieux de tous pays, de se sentir solidaires. On sait où commence le rire aux dépens des puissants et des dogmes ; on ne sait pas où il s'arrête, surtout quand il s'empare des millions de pauvres qui jusque-là leur étaient soumis. Alors, autant prévenir que guérir, même si c'est en promettant les feux de l'enfer à l'impie...

Salman Rushdie lui-même (peut-être sous la pression de ses éditeurs, voire de Scotland Yard censé assurer sa protection, ou du Foreign Office), a cru bon de présenter samedi dernier, quelque chose comme des excuses aux ayatollahs, (en vain d'ailleurs, on l'a vu), en regrettant d'avoir offensé les sentiments des croyants.

Il n'y a ni offense ni insulte à faire rire les pauvres de leurs propres croyances et préjugés. C'est au contraire faire injure à l'intelligence des opprimés et à leur capacité de jugement, comme de révolte, que de se rendre aux arguments de ceux qui leur inculquent les dogmes religieux. Et s'il y a eu des affrontements religieux en Inde, au Pakistan..., s'il y a même eu des morts, le livre de Rushdie n'en est pas responsable, même s'il a servi de prétexte (tout peut servir de prétexte) aux chefs religieux et nationalistes qui veulent ainsi détourner à leur profit la révolte des plus démunis.

Rushdie lui-même, écrivain britannique d'origine indienne, a reçu une éducation religieuse musulmane dont il s'est émancipé par la suite. Faudrait-il que l'athéisme soit le privilège des seuls membres des classes privilégiées ayant accès aux universités ? Les classes riches ont toujours voulu inculquer aux pauvres l'adoration et la terreur de Dieu pour mieux imposer leur propre domination. Et c'est faire injure aux pauvres, aux exploités, de croire qu'ils ne peuvent pas se libérer de la religion comme du reste. Comme c'est leur faire injure, finalement, de s'excuser auprès d'eux de sa propre audace.

L'obscurantisme, les préjugés raciaux et religieux prennent bien des formes dans les différents pays du monde. Ici même, les travailleurs français, qui pour beaucoup ont d'ailleurs reçu une éducation catholique qui n'a rien à envier à l'éducation musulmane, feraient preuve du même obscurantisme borné s'ils rendaient les travailleurs de culture musulmane responsables des divagations d'un Khomeiny, s'ils assimilaient les peuples à leurs dictateurs, au lieu de leur tendre la main contre nos oppresseurs, nos exploiteurs et nos endoctrineurs communs.

★ ★ ★

Ici, en Europe, en principe du moins, on ne brûle plus pour sorcellerie ceux qui rient de la religion, cet opium du peuple, quel qu'il soit. Quoique tout récemment encore, il s'est tout de même trouvé en France des fanatiques tout aussi réactionnaires qu'un Khomeiny, au nom de l'intégrisme chrétien cette fois, pour vouloir transformer des cinémas en bûchers et interdire le film «La dernière tentation du Christ». A chaque pays ses ayatollahs, à chacun ses barbares...

Evidemment, nous ne sommes pas en Iran, et ces gens-là ne sont pas au pouvoir. Mais ne l'oublions pas, leurs semblables l'ont été, dans cette même Europe dite civilisée, il y a un demi-siècle. On a commencé par brûler plus de livres dans l'Allemagne de Hitler qu'aujourd'hui en Iran, au Pakistan, en Inde ou en Arabie Saoudite. Et on sait trop bien jusqu'où cela est allé...

Aujourd'hui, souhaitons que toute cette sinistre affaire montée par les ayatollahs se termine bien pour Rushdie. Mais même si c'est le cas, ne nous faisons pas d'illusions : nous serions de fieffés imbéciles si nous faisions semblant de croire que c'est une victoire de l'Europe dite civilisée contre la barbarie de lointains pays pauvres. Les Etats occidentaux ne sont pas blancs dans tout cela.

Pour commencer, il faut voir le temps qu'ont mis les gouvernements européens pour se mettre d'accord pour réagir, et avec quelle prudence, après quels calculs inavouables et quelles hésitations : les contrats juteux que leurs industriels ont passés avec l'Iran passent quand même un peu avant la liberté d'expression d'un Rushdie.

Et puis, ce sont tout de même les marchands d'armements européens, et français en particulier, qui ont permis qu'il y ait un million de morts dans la guerre Iran-Irak, avec les dictatures qui vont avec. Et ces derniers mois, les ministres des Affaires étrangères européens, comme Roland Dumas, ont préféré plaider la cause des marchands de béton comme Bouygues (après celle des marchands de canons), plutôt que d'empêcher la dictature de Khomeiny de fusiller des milliers d'opposants dans les prisons iraniennes.

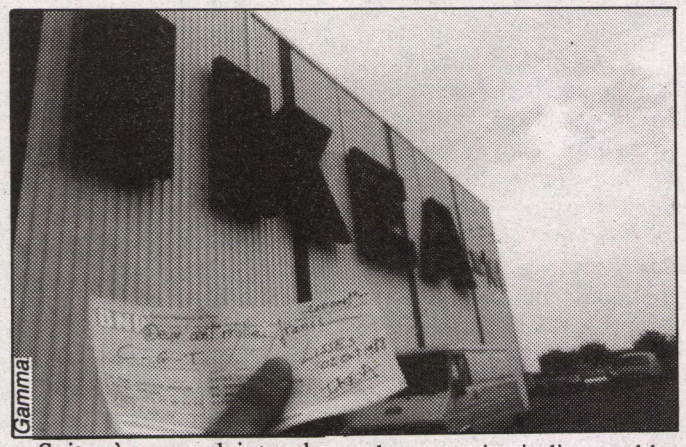
Et si l'écrivain britannique Rushdie est aujourd'hui menacé, si un tel chantage est possible de la part de Khomeiny, c'est aussi parce que les gouvernements occidentaux ont délibérément laissé massacrer ceux qui en Iran contestaient les méthodes moyenâgeuses du régime.

Car pour nos prétendus démocrates occidentaux, l'obscurantisme, celui des ayatollahs ou d'autres, c'est toujours assez bon pour les pauvres, tant que cela les empêche de se révolter.

De la même façon, pour peu que la crise économique s'aggrave dans les pays riches, ceux qui nous gouvernent préféreront avec la même lâcheté laisser venir au pouvoir des gens comme Le Pen plutôt que de risquer la révolution sociale.

Non. L'avenir de la liberté et de la civilisation, celui de la culture, de l'humanisme et de la tolérance, ne peut pas être garanti par ceux qui représentent ces affairistes occidentaux qui affament les trois quarts de la planète et laissent s'entretuer à leur profit des peuples entiers.

JAMAIS LE DIMANCHE ?


Gamma

Suite à une plainte de l'Union Départementale CGT de l'Essonne, la société Ikea a été condamnée à fermer le dimanche son magasin des Lisses, à payer 520 000 F au plaignant (la CGT) et à une astreinte de 300 000 F pour chaque infraction constatée, c'est-à-dire pour chaque nouveau dimanche d'ouverture.

La société Ikea pour se défendre avance que la recette du dimanche représente 28 % de la recette totale, et que cela va l'amener à licencier 60 personnes. Elle invoque le fait que ce sont des volontaires qui travaillent le dimanche, et qu'ils ont en contrepartie des avantages au niveau de la paye.

Du côté Ikea, les choses sont claires : il s'agit de faire du fric, toujours plus. Et l'intérêt des consommateurs dans l'affaire n'est pas sa préoccupation première.

Le syndicat CGT, lui, invoque la loi française (elle date de 1906), qui n'autorise l'ouverture dominicale que des magasins indispensables à la vie sociale, les boulangeries et les magasins d'alimentation en particulier. Il dénonce l'utilisation de travailleurs sous-payés – CDD, intérimaires, étudiants – et défend le repos dominical au nom des nécessités de la vie sociale familiale.

Certes en ces périodes de chômage où la pression sur les travailleurs est constante, on pourrait disserter longtemps sur ce qu'est le réel «volontariat» qui serait à la base du choix de ceux qui acceptent le travail du dimanche. Certes la période n'est pas la plus favorable pour discuter avec un patron, quel qu'il soit, de ce qui serait une réelle contrepartie au travail du dimanche. Mais est-ce suffisant pour faire de l'interdiction du travail du dimanche, un objectif de lutte syndicale ? Même s'il est possible comme c'est le cas pour Ikea, de faire condamner un patron au nom de la loi, cela se traduit-il vraiment par un avantage pour les travailleurs ?

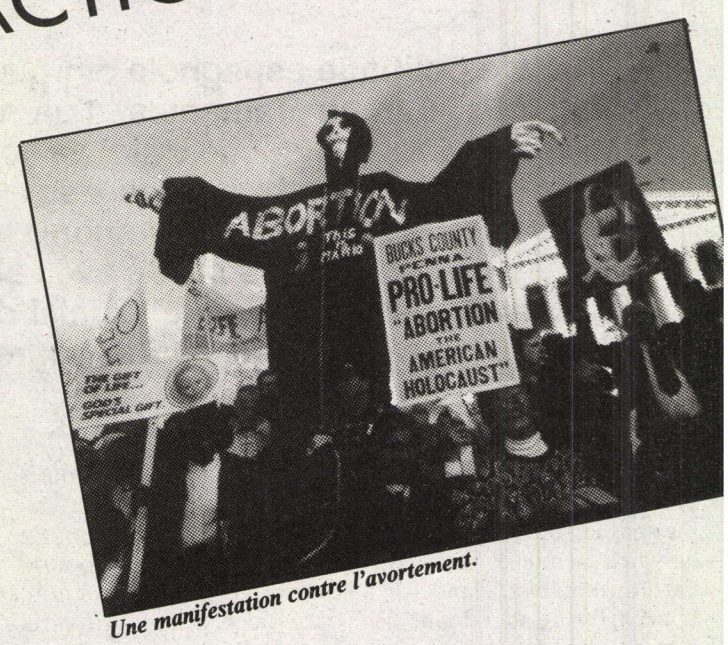
C'est plus que discutable. D'abord parce que certains travailleurs estiment qu'ils y retrouvent leur compte en travaillant moins pour le même prix. Ensuite parce qu'ils sont, comme tous les travailleurs d'ailleurs, aussi des consommateurs, et qu'à ce titre, l'arrêt de la plupart des activités le dimanche, avec le regroupement des loisirs de tous le même jour, n'est ni un bien en soi ni un bien pour eux. L'origine de l'interdiction du travail dominical n'est d'ailleurs pas de faire le bien des travailleurs, mais de les contraindre à «honorer» Dieu en allant à la messe. Ce sont les calotins, non les militants ouvriers qui ont inventé le dimanche. Les syndicalistes les plus conscients ont de tout temps revendiqué avant tout pour les travailleurs, la possibilité de travailler moins, en disposant d'un peu plus de ces richesses qu'ils produisent et que les patrons s'approprient.

C'est pourquoi, si nous nous sentons solidaires des travailleurs qui se battent contre leur patron lorsqu'ils sont persuadés que le travail du dimanche va se traduire pour eux par une détérioration de leurs conditions d'existence, nous n'acceptons pas de faire pour autant un principe de l'interdiction de l'ouverte des magasins ce jour-là, pas plus que de l'interdiction de quelque activité que ce soit.

Louis GUILBERT

Campagne contre l'avortement aux Etats-Unis

L'AMÉRIQUE REVIENT... AUX IDÉES LES PLUS RÉACTIONNAIRES



Une manifestation contre l'avortement.

Antenne 2 a évoqué dans une de ses émissions d'actualité du soir, la campagne menée par les fondamentalistes aux Etats-Unis contre le droit à l'avortement. On pouvait voir les manifestants former des piquets à l'entrée de cliniques pour empêcher les patientes d'entrer. De la même façon, les partisans du droit à l'avortement se mobilisaient pour forcer le barrage et accompagner les femmes qui voulaient avorter.

Ainsi, plus de 15 ans après la décision de la Cour Suprême légalisant l'avortement aux Etats-Unis, il faut encore se battre, dans bien des Etats, pour exercer ce droit reconnu. Il ne suffit pas de franchir les obstacles juridiques qui découragent les plus pauvres et les plus ignorants, il faut encore résister aux pressions morales, religieuses et physiques. Car la campagne des fondamentalistes s'accompagne aussi de violences : menaces, actes de vandalisme, incendies, attentats à la bombe contre les cliniques où se pratique l'avortement, visant à terroriser patients, médecins et personnel soignant. Cette offensive se double d'une campagne légale auprès de chaque Etat pour obtenir des modifications de la législation qui restreignent l'exercice du droit à l'avortement. Les adversaires de l'avortement essaient en particulier d'obtenir par voie de référendum que les femmes qui bénéficient de l'aide médicale gratuite dans le cadre du programme d'assistance aux pauvres ne puissent pas utiliser cette aide pour les cas d'avortement afin que *«l'argent des impôts ne serve pas au crime !»*.

Déjà l'amendement Hyde avait singulièrement limité l'utilisation de cette aide en cas d'avortement à une série de cas très précis (viol, inceste ou quand la grossesse met la vie de la femme en danger), mais les fondamentalistes ont obtenu aujourd'hui que seuls 13 Etats sur les 50 que comptent les Etats-Unis, fassent bénéficier les personnes «assistées» de cette possibilité.

En réalité, les militants contre l'avortement sont plus déterminés que nombreux, mais ils trouvent dans leur combat réactionnaire le soutien des Eglises, très puissantes aux Etats-Unis, et de bien-pensants de la haute société. Le Congrès, ou le Sénat ne sont pas revenus sur la loi de 1973 légalisant l'avortement, mais Reagan n'a jamais caché qu'il était, lui, contre l'avortement et Bush affiche les mêmes idées. Ce soutien moral renforce évidemment les partisans du *«Laissez-les vivre»* américains qui multiplient depuis quelques années les actions en justice, les manifestations, les *«opérations sauvetage»* pour marquer l'opinion publique et revenir sur la législation de 1973.

Parviendront-ils à leurs fins ? Il est permis d'en douter mais cette montée des idées réactionnaires est bien révélatrice des ravages que la crise du système capitaliste provoque dans les sociétés même les plus riches. Car il s'agit bien des Etats-Unis et non de l'Iran de Khomeiny.

Colette BERNARD

Tchécoslovaquie

LIBÉREZ VACLAV HAVEL ET TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES

C'est à neuf mois de prison ferme qu'a été condamné mardi 21 février Vaclav Havel, l'écrivain tchécoslovaque dissident, l'un des fondateurs de la Charte 77, pour avoir voulu célébrer le 20e anniversaire de la mort de Jan Palach le 16 janvier dernier en déposant une gerbe place Venceslas à Prague.

Jan Palach était un jeune étudiant qui s'est immolé par le feu pour protester contre l'intervention des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie en 1968. Et c'est très brutalement que la police est intervenue le mois dernier contre toutes les manifestations organisées en sa mémoire.

Près de 56 personnes sont actuellement poursuivies en justice pour avoir participé à ces manifestations.

La condamnation de Vaclav Havel, inculpé *«d'incitation à commettre des actes criminels et obstruction à l'ordre public»* est extrêmement lourde et celui-ci va faire appel.

Des centaines de personnalités avaient déjà protesté contre son arrestation et celles de toutes *«les personnes injustement détenues»* et la sentence qui vient de tomber suscitera de nouvelles manifestations de protestation. Car au-delà du cas de l'écrivain, c'est la volonté des dirigeants tchécoslovaques de faire taire toute opposition sous les prétextes les plus arbitraires qui indigne à juste titre, et qui est de moins en moins tolérée.

ESPAGNE

CHASSÉS-CROISÉS PARLEMENTAIRES

La vie politique espagnole est pleine de rebondissements. Ramon Tamames, l'un des députés de *Izquierda Unida* (Gauche Unie), la coalition électorale dans laquelle cohabitent les deux principales fractions issues du Parti Communiste Espagnol, est depuis quelques jours passé avec armes et bagages au Centre Démocratique et Social de l'ancien président du gouvernement Adolfo Suarez.

Tamames, économiste célèbre et professeur de faculté, fut dans les années 1960 l'une des gloires intellectuelles du Parti Communiste clandestin. Il avait certes abandonné ce parti au début des années 1980, mais continuait jusqu'à présent à se réclamer de la «gauche». Et voir cet homme-là adhérer au parti de Suarez (qui fut en son temps responsable du *Movimiento*, le parti unique franquiste) et chanter les louanges politiques de celui-ci, peut paraître surprenant.

Mais pas plus surprenant, après tout, que le débat sur «l'état de la nation» qui vient d'avoir lieu au Parlement, et qui a vu le président du gouvernement «socialiste», Felipe Gonzalez, obtenir l'appui ouvert du plus grand parti de droite (le Parti Populaire de Manuel Fraga) dans l'épreuve de force qu'il a engagée contre les syndicats. Mais il est vrai que, pour justifier son passage au CDS, Tamames pourra toujours répondre à ses critiques qu'en dehors du porte-parole de Izquierda Unida, Nicolas Sartorius, Suarez fut le seul à exprimer une certaine solidarité avec les travailleurs qui cessèrent le travail lors de la grève générale du 14 décembre.

Ces curieux chassés-croisés ne peuvent en effet surprendre que ceux pour qui les étiquettes de «droite» et «gauche» désignent des camps résolument antagonistes, séparés par un fossé profond ; alors que, pour les politiciens professionnels, elles ne désignent que des nuances, beaucoup plus souvent de forme que de fond, dans la manière de défendre les intérêts de la bourgeoisie.

Que le président du gouvernement espagnol se dise socialiste ne change rien à son rôle. Si le roi l'a chargé de former le gouvernement, si les possédants n'ont rien trouvé à redire à ce choix, si l'armée qu'avait formée Franco a accepté de lui voir jouer ce rôle, ce n'est évidemment pas seulement parce que le Parti Socialiste avait gagné les élections ; c'est parce qu'au palais royal, comme à l'état-major et dans les cénacles de la banque et de la grande industrie, tous les possédants et leurs représentants naturels pensaient que Felipe Gonzalez au gouvernement gérerait les affaires du pays en bon défenseur des intérêts de la bourgeoisie et qu'à tout prendre il serait peut-être même plus efficace dans ce rôle, plus à même de faire accepter des sacrifices aux travailleurs, qu'un homme politique se déclarant ouvertement de droite.

Et c'est bien effectivement ce que fait Felipe Gonzalez depuis qu'il a accédé à ce poste. Présider aux fermetures d'entreprises et aux licenciements massifs, imposer la baisse des salaires réels, c'est là justement le rôle que lui ont confié les possédants, qu'il remplit de son mieux et qui l'amène à s'opposer à toutes les aspirations de la classe ouvrière, et même aux timides revendications des syndicats, quand ceux-ci réclament de quoi ne pas se déconsidérer face aux travailleurs.

C'est donc tout naturellement que, en cette période difficile pour lui, le gouvernement a trouvé aux Cortes l'appui du plus grand parti de la droite.

Bien sûr, certains hommes de cette droite pouvaient être tentés, dans cette situation, de faire un peu de démagogie aux dépens du Parti Socialiste, vis-à-vis des masses populaires, en ayant l'air de sympathiser avec leurs aspirations, avec l'espoir que cela paierait aux prochaines élections. C'est ce qu'a choisi Suarez, à qui son passé d'homme ayant présidé à la transition politique en 1977, ayant su trouver un consensus avec tous les partis politiques de l'époque, y compris le PCE, permet de se positionner aujourd'hui comme une solution de rechange possible, au cas où une solution parlementaire du type «union nationale» apparaîtrait souhaitable à la bourgeoisie espagnole.

Mais le parti de Fraga est, lui, trop lié à son électorat réactionnaire pour se permettre l'audace d'exprimer la moindre sympathie pour les grévistes du 14 décembre, et il n'a pu qu'approuver la politique de droite que Felipe Gonzalez mène si bien à sa place !

Les Suarez, les Gonzalez, les Fraga... et les Tamames ne choisissent pas vraiment leur affiliation et leur discours politique en fonction de leurs convictions. Ils ont choisi de faire carrière dans la défense des intérêts de la bourgeoisie, même ceux d'entre eux qui ont appartenu un temps à un parti clandestin. Ils font de la politique comme leurs maîtres, les industriels et les financiers, dirigent leurs affaires, en recourant au «marketing politique», en se demandant de quelle étiquette se réclamer, quel discours tenir, pour avoir le plus de chances d'accéder un jour à l'honneur suprême qu'ils briguent : gérer au gouvernement les affaires de la bourgeoisie.

Et les travailleurs n'auront que la possibilité d'assister, tantôt scandalisés, tantôt désabusés, à ces chassés-croisés, tant qu'ils n'auront pas pris conscience que la véritable opposition qui existe dans cette société n'est pas celle qui séparerait la «gauche» de la «droite», mais celle qui oppose la classe ouvrière à la bourgeoisie ; tant qu'ils délégueront à d'autres le soin de s'occuper en leur nom de la chose politique.

Daniel MARTI

(AFP)

Felipe Gonzalez accédant au poste de chef du gouvernement, en 1982, sous l'œil du roi (à droite).

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. – B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

AFRIQUE DU SUD

Winnie Mandela en accusation, LA POLITIQUE DES NATIONALISTES EN QUESTION

(AFP)

Winnie Mandela montant sur une tribune afin de s'adresser à la foule, en décembre 1985.

Winnie Mandela, l'épouse de Nelson Mandela, le célèbre leader de l'ANC (Congrès National Africain, la principale organisation nationaliste noire d'Afrique du Sud), emprisonnée depuis 26 ans, et elle-même une des personnalités les plus connues du mouvement anti-Apartheid, est accusée d'avoir trempé, en tout cas couvert, sinon instigué le meurtre d'un jeune Noir de 14 ans. Les assassins seraient des membres du «Club de Football Mandela», en fait une bande qui lui servait de gardes du corps.

On se doute que rien n'est très clair dans cette affaire où les accusations de mauvaise foi, mensonge et provocation sont lancées de tous côtés. Et s'il n'y avait du côté des accusateurs que la police sud-africaine, tous les doutes seraient permis. Stompie Mokhetsie, la jeune victime, avait été à 11 ans le plus jeune détenu de l'Etat sud-africain lorsque celui-ci décréta «l'état d'urgence» en 1986 et emprisonna sans jugement 20 000 ou 30 000 militants. Certains sont encore en détention, d'ailleurs, toujours sans le moindre jugement, et plusieurs centaines sortent d'une grève de la faim de quatre semaines au bout de laquelle ils ont arraché quelques promesses de libération du «ministre de la Loi et de l'Ordre». Le souci montré, à propos de la disparition d'un jeune Noir, par une police qui depuis la révolte de Soweto en 1975 a certainement sur la conscience, si l'on peut parler d'une conscience de la police sud-africaine, l'assassinat de plusieurs milliers de jeunes, est certainement plus que suspect.

Mais le fait que les dirigeants de l'UDF, le principal front des organisations anti-Apartheid, sous influence de l'ANC, appuyés par ceux de la plus grande centrale syndicale du pays qui est liée avec l'UDF, la COSATU, aient cru devoir désavouer Winnie Mandela, et que l'ANC elle-même ait pris ses distances d'avec elle, corrobore tout de même que les accusations ne sont certainement pas sans fondement. Certes, il ne faut pas exclure que certains leaders au sein de l'UDF peuvent être ravis de sauter sur une occasion de liquider politiquement le rival qu'était pour eux Winnie Mandela. Mais il n'en reste pas moins que la réputation qu'elle s'était taillée, elle et son club de footballeurs, ces dernières années, justifie tous les soupçons. Ce n'est pas la première fois en effet qu'ils sont mis en accusation par des militants anti-Apartheid et par la population noire elle-même des townships (quartiers des villes réservés aux Noirs) en particulier de Soweto. De notoriété publique, le club faisait régner la terreur sur ses opposants politiques.

Le club n'était au fond qu'un reste des multiples bandes de jeunes surgies et organisées lors de la dernière révolte des townships, dans les années 1984-85. Alors, des bandes de jeunes, qui s'intitulaient eux-mêmes généralement «les camarades», ont existé dans la plupart des townships (et c'étaient la plupart du temps des très jeunes : Stompie Mokhetsie était chef d'une de ces bandes à 12 ans). Elles se sont créées le plus souvent dans la lutte contre la police raciste du régime. Et elles ont certainement regroupé la plupart des jeunes combatifs, dont bon nombre ont donné leur vie dans la lutte.

Mais ces bandes ont très rapidement aussi pesé sur la population des townships. Elles étaient inspirées par l'ANC, sinon contrôlées par elle. L'ANC a essayé de s'en servir pour imposer son contrôle sur la population en particulier pour se débarrasser des opposants politiques appartenant à d'autres courants. C'est ainsi que le supplice du collier (un pneu autour du cou de la victime arrosée d'essence et brûlée), largement montré par les télés du monde entier, a été appliqué non seulement aux informateurs et aux collaborateurs de la police sud-africaine, mais à des dizaines d'opposants, notamment de gauche, de l'ANC.

Les jeunes qui se lançaient à l'assaut du régime raciste n'avaient que l'exemple ou l'influence des nationalistes, surtout ceux de l'ANC. Ces nationalistes n'avaient aucun souci d'établir un réel pouvoir démocratique de la population opprimée. Ils ne voulaient même pas le moindre contrôle de cette population sur les organisations militaires et politiques qui prétendaient la représenter ou la défendre. C'est au contraire le contrôle absolu de l'organisation sur la population, par la terreur, s'il le faut, qu'ils visaient, en même temps que le renversement du régime de l'Apartheid.

Aujourd'hui, beaucoup de ces bandes de «camarades» ont disparu, démantelées par la répression de l'Etat sud-africain. De certaines d'entre-elles ont pu surgir une garde au service exclusif de quelqu'un comme Winnie Mandela. Mais ce service, au fond, n'était pas bien différent de la politique qu'on leur avait fait mener dans les années antérieures.

Face au régime de l'Apartheid, brutal, sanglant, terroriste, les militants noirs mènent un combat difficile. Pourtant, s'ils veulent impliquer dans la lutte le plus grand nombre possible d'opprimés, et ainsi avancer la fin de ce régime, s'ils veulent surtout ne pas simplement remplacer celui-ci par une autre dictature, non plus raciale certes mais tout aussi oppressive vis-à-vis de la population noire, il leur faut savoir établir avec celle-ci des rapports démocratiques. C'est vrai en particulier de la jeunesse des townships, qui doit apprendre à ne pas servir d'instrument à la mise en place d'une dictature nationaliste. Mais cela passe sans doute par la création et l'implantation, en face de différents courants nationalistes actuels, d'un courant révolutionnaire et prolétarien, dont le but soit réellement le pouvoir des opprimés et exploités d'Afrique du Sud.

Jacques MORAND

CERCLE LÉON TROTSKY

La prochaine réunion portera sur

1789, LA RÉVOLUTION !

Vendredi 3 mars 1989, à 20 h 30

Grande Salle de la Mutualité - 24, rue Saint-Victor - Paris 5e - Mo Maubert-Mutualité

Amnistie pour les "dix de Billancourt"

(F. Reglain / GAMMA)

Lors d'une action de protestation de la CGT le 22 juillet 1988.

RENAULT CONTESTE LA DÉCISION DE JUSTICE – Silence du gouvernement –

Le tribunal des Prud'hommes de Boulogne-Billancourt a ordonné, le vendredi 17 février, la réintégration des «dix de Billancourt», sous astreinte d'une amende de 500 F par jour pour chacun, au nom de l'application de la loi d'amnistie de juillet 1988.

C'est dans l'été 1986, lors de manifestations de la CGT contre les licenciements collectifs, que ces militants (la plupart membres du PCF en même temps que syndicalistes), accusés soit d'avoir molesté des cadres, soit d'avoir provoqué de la casse dans les locaux de la Régie Renault, avaient été licenciés. Depuis, la CGT et le PCF avaient fait de la lutte pour la réintégration des «dix de Billancourt» une campagne privilégiée. Campagne qui n'a cependant jamais entraîné de mobilisation réelle du personnel de Renault-Billancourt.

Quand les travailleurs ne regardaient pas cette agitation de façon hostile, jugeant que le syndicat en faisait plus pour les «dix» que pour les milliers de licenciés, ils y étaient plutôt indifférents ; même si cela ne les empêchait pas pour autant, aux élections professionnelles, de voter aux trois quarts pour la CGT. L'action de la CGT et du PCF est donc toujours restée très «exemplaire», minoritaire et isolée. Elle relevait plus du combat singulier, à fleuret moucheté, que de la lutte de classe réelle.

Ce combat semblait enlisé et sans issue. Mais ce sont les événements politiques électoraux et parlementaires qui lui ont donné un nouveau départ. La réélection de Mitterrand à la présidence de la République, puis l'élection d'un Parlement où les socialistes n'ont pas obtenu la majorité absolue, ont été suivis par le vote d'une loi d'amnistie à l'initiative du nouveau gouvernement. Cette amnistie couvrit également les syndicalistes sanctionnés dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions. Ce que le PCF présenta comme le résultat de son activité. Cette loi donnait donc une nouvelle base juridique pour la lutte pour la réintégration des «dix de Billancourt». Et le gouvernement, pressé par le PCF, fut même amené à préciser son interprétation dans un sens favorable à ce cas-là.

Tout cela correspondait au choix politique de Mitterrand et du Parti Socialiste qui, tout en cherchant «l'ouverture» à droite, voulaient cependant ménager le PCF. Ils avaient besoin soit de son vote favorable, soit de son abstention, pour faire passer au Parlement certains de leurs projets, sans être contraints d'avoir systématiquement recours à «l'article 49-3» (procédure soulignant la faiblesse de l'assise parlementaire du gouvernement), lorsque l'appoint des «centristes» leur faisait défaut. Cela correspondait également à la préparation des municipales, élections pour lesquelles des accords PC-PS semblaient demeurer une nécessité pour conserver ou gagner un certain nombre de municipalités.

C'est ainsi qu'entre PCF et PS au gouvernement on assista à un échange de menus cadeaux réciproques, comme la réduction de 30 à 20 du nombre de députés nécessaires pour la constitution d'un groupe parlementaire (ce qui arrangeait bien le PCF) avec en échange le vote des députés communistes en faveur de Fabius comme président de l'Assemblée, ou encore l'abstention de ceux-ci lors de votes sur le budget.

Ce qui crée le trouble aujourd'hui, c'est que la direction de la Régie Renault et ses hauts cadres n'ont rien à faire de ce jeu-là et ne sont pas solidaires des socialistes au gouvernement ou au Parlement. La direction de Renault maintient, elle, son refus de réintégrer les militants, en dépit même du jugement des Prud'hommes et de l'astreinte de 500 F par jour. Le PDG Lévy a fait appel et obtenu qu'un tribunal se réunisse moins d'une semaine après le jugement de Prud'hommes, ce qui est d'une rapidité vraiment exceptionnelle.

Certes, si le gouvernement le voulait, comme le dit la CGT, il ne manquerait pas de moyens pour contraindre la Régie Renault à se plier au jugement favorable aux «dix de Billancourt». Ne serait-ce que parce que Renault est toujours une régie nationalisée et que la nomination de son PDG dépend du gouvernement.

Mais ce serait trop demander au gouvernement que de lui faire prendre des mesures d'autorité contre la direction de Renault. Tout le monde peut alors constater que Mitterrand et les socialistes, aussi bien que la droite, sont effectivement plus prompts à faire appliquer un jugement ordonnant l'évacuation d'une usine par des grévistes, quitte à leur envoyer la police, ou plus prompts aussi à faire matraquer les gardiens de prison qui font des piquets pour s'opposer à l'incarcération des détenus qui viennent d'être jugés, qu'à contraindre la direction de Renault à s'incliner devant cette loi d'amnistie qu'ils ont pourtant eux-mêmes édictée.

Louis GUILBERT

LES RÉACTIONS A BILLANCOURT

La décision du tribunal des Prud'hommes de Boulogne fait suite à un autre jugement du tribunal de Nanterrre qui avait condamné ces militants à des peines de prison avec sursis, à la suite de la plainte déposée par la direction pour «séquestration, saccage et violences».

A Billancourt, le PCF et la CGT crient victoire bien sûr, tout en protestant contre la décision de la direction de faire appel. C'est d'ailleurs sur ce thème que la CGT organise le jeudi 23 février un meeting place Nationale avec Krasucki.

La direction, elle, a fait circuler parmi l'encadrement une pétition reprenant le texte d'un communiqué du directeur de l'usine de Billancourt, où celui-ci se déclare «choqué» par la décision du tribunal de Prud'hommes, tout en appelant le personnel à «rester calme».

De toute façon, à l'usine personne ne s'affole... Dans l'île Seguin, particulièrement touchée par les licenciements depuis 1986, de nombreux travailleurs sont plutôt amers, voire un peu hostiles : «Il n'y en a que pour eux, et ils ne disent rien sur les milliers de licenciés». «Les dix, toujours les dix. Et les autres ?»

D'autres, moins nombreux, sont plutôt satisfaits de voir la direction désavouée par le tribunal. Dans les secteurs professionnels de l'Ile, c'est plutôt l'indifférence. Ils restent spectateurs entre la direction et la CGT. Tout cela n'étant en fait que le résultat de la politique de la CGT et du PCF, qui a fait de la réintégration des «dix de Billancourt» l'élément quasi unique de sa campagne contre les licenciements à Billancourt.

Au département 70, trois délégués avaient déjà été réintégrés suite à la loi d'amnistie de juillet 1988. Parmi les dix salariés, trois autres délégués venaient aussi du 70. Dans ce secteur, ce qui domina, c'est la satisfaction de voir la direction désavouée par le tribunal.

Dans les bureaux, certains petits chefs ont essayé de faire signer la pétition de la direction à des employés, mais sans aucun résultat.

Reste que, malgré tout, la direction n'est pas du tout satisfaite de cette décision du tribunal, et plusieurs hauts cadres de la direction n'ont visiblement pas digéré le jugement du tribunal des Prud'hommes de Boulogne !

Correspondant LO

LES SCANDALES DU REVENU MINIMUM D'INSERTION

LOUNES / GAMMA
Le RMI s'avère parfois pire que la charité !

A l'approche des élections municipales, bien des hommes politiques se raccrochent au RMI (Revenu Minimum d'Insertion). Eux qui, tour à tour ou ensemble, furent responsables du blocage des salaires, de l'augmentation du chômage, n'ont strictement rien à faire valoir auprès de l'électorat populaire, si ce n'est le RMI, que tous d'ailleurs avaient voté à la fin de l'année 1988.

Chirac ne manque pas de culot lorsqu'il écrit aux ayants droit de Paris pour les *«informer que, par ce même courrier, j'ai transmis votre dossier à la Caisse d'Allocations Familiales de Paris»*, comme si lui, le maire, suppléait les bureaux de l'Aide sociale. Mais, au cas où quelques électeurs pourraient le croire, Georges Sarre, député socialiste du 11e arrondissement de Paris, y va aussi d'une petite lettre, dans laquelle il écrit : *«Vous venez de bénéficier du RMI. Je suis très heureux que vous ayez pu recevoir ce soutien... Ce n'est pas une aumône, c'est un coup de main qui est donné à chacun de nos concitoyens»* Et pour conclure : ***«Si je suis élu maire du 11e, le 19 mars prochain, la première tâche que je me suis fixée sera de venir en aide aux habitants de notre arrondissement qui sont en difficulté».***

UNE AUMÔNE CHICHEMENT MESURÉE ET CALCULÉE

Tant mieux finalement si la proximité des élections accélère quelque peu la gestion des dossiers et leur paiement. C'est qu'en France, il y a fort à faire pour soulager les familles en difficulté. A l'aube du XXIe siècle, le pays ne compte-t-il pas 400 000 chômeurs de longue durée, 500 000 ménages disposant d'un revenu inférieur à 2 000 F, 400 000 personnes privées de toute couverture sociale et 200 000 vivant dans un habitat de fortune ? Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'en comparaison de cette détresse, l'aide apporté par le RMI est bien mince.

La base de calcul du Revenu Minimum d'Insertion est de 2 000 F par mois pour une personne seule, 3 000 F pour un foyer de deux personnes, plus 600 F par mois pour chaque personne supplémentaire. Mais de cette base de calcul sont déduites les prestations familiales déjà perçues. Aussi, bien des paiements ne se font pas au taux maximum, mais à 1 000 F, 800 F, 170 F ou moins encore. Il y a même pire ! Au cours de l'étude des dossiers, la vérification et la comparaison sont faites avec les renseignements contenus dans le dossier Prestations Familiales. Et il s'est trouvé des allocataires ayant fait une demande d'allocation RMI qui non seulement n'ont rien touché à ce titre, mais ont eu la mauvaise surprise d'apprendre qu'ils devaient de l'argent. Par exemple, sur un dossier RMI, une femme déclare vivre maritalement, alors que sur son dossier Prestations il est indiqué qu'elle vit seule. Les organismes comptables devront donc récupérer les allocations versées à tort (allocation parent isolé, allocation soutien familial).

Tout cela, les laudateurs du RMI se gardent bien de la rappeler.

IL NE FAUT PAS ÊTRE PRESSÉ POUR LE TOUCHER

Autre scandale : le temps mis à établir les dossiers et à effectuer les règlements. Ce sont les Caisses d'Allocations Familiales et les Mutualités Sociales Agricoles qui sont chargées d'assurer les paiements. Un certain M. Fragonard, représentant le ministère des Affaires sociales, assurait il y a peu à la télévision qu'entre la réception d'un dossier et le paiement, il s'écoulait quinze jours. Sur ses états peut-être, mais dans la réalité il en va tout autrement.

A la CAF de Paris, 22 619 dossiers ont été reçus entre le 15 décembre et le 26 janvier 1989. A ce jour il n'y a eu que 2 481 paiements. Plusieurs milliers de dossiers s'accumulent donc et prennent du retard.

Plusieurs raisons à cela. Tout d'abord le circuit de traitement d'un dossier est lourd et fort complexe. Les dossiers sont constitués dans les bureaux d'Action sociale ou des associations à but non lucratif agréées par le préfet. Ces organismes doivent, dans le même temps où ils ouvrent les dossiers, envisager des actions d'insertion sociale (demande de logement, prêts...) ou professionnelle. Ensuite, les dossiers sont transmis à la CAF (Caisse d'Allocations Familiales) qui assure le calcul du taux et fait des propositions de réinsertion au préfet. Les dossiers doivent encore transiter par l'Agence comptable, puis être retransmis au préfet, qui donne ou ne donne pas son accord. Enfin, les dossiers reviennent à la CAF pour paiement, après une ultime vérification de l'Agence comptable, voire parfois du directeur de l'Unité de gestion. Après un tel parcours, il n'y a aucune chance qu'un ayant droit reçoive un centime de trop. La générosité du gouvernement a ses limites !

Il y a encore une autre raison qui ralentit le traitement des dossiers : le manque de personnel. Dès la création du RMI, il n'a pas été question d'embaucher du personnel supplémentaire. Au contraire, cette nouvelle prestation est arrivée dans une période où la direction supprime des effectifs. La suppression de 318 postes est prévue pour l'année 1989. Rien d'étonnant à ce que les dossiers s'empilent. Et ce n'est pas les quelques mesures de fortune qui peuvent résorber le retard.

A l'Unité de gestion 01 de Viala (à Paris), la direction propose aux employés d'emporter des dossiers à domicile, travail compensé par des heures de récupération. A Rosny, elle a obtenu un volant de 200 heures supplémentaires. A Laumière (Paris) elle cherche, pour l'instant sans grand succès, des volontaires pour faire des heures supplémentaires.

Dans de telles conditions, rien d'étonnant à ce que le RMI soit versé au compte-gouttes et avec retard. Lorsqu'il s'agit de soulager la misère, le gouvernement s'ingénie à multiplier les obstacles. L'argent facile, ce n'est pas pour tout le monde !

Correspondant LO

LE RMI POUR LES ANTILLES PLUS BAS !

Le RMI sera amputé de 20 % aux Antilles par rapport à la France. 1600 F sera la somme théorique que percevra chaque bénéficiaire, contre 2 000 F en France.

Certes, les 2 000 F constituent déjà une aumône en France même. Mais il n'empêche que l'on constate encore une fois qu'une loi sociale est appliquée de manière discriminatoire à l'égard des travailleurs antillais par rapport aux travailleurs français.

Et cela vient s'ajouter à une liste de mesures sociales discriminatoires déjà existantes, telles que le SMIC plus bas aux Antilles qu'en France (935,06 F par semaine pour 39 h aux Antilles, contre 1 131,54 F en France), telles que certaines prestations sociales et familiales.

(Extrait du journal trotskyste des Antilles Combat Ouvrier *n° 477).*

Elections municipales du 12 mars.

CE QUE DIRONT LES CANDIDATS DE L

L'enjeu des élections du 12 mars prochain n'est pas seulement l'élection des conseillers municipaux ni celle du maire.

Quelle que soit l'honnêteté ou la compétence des élus municipaux, il n'y a pas de gestion municipale possible en faveur des travailleurs si, à l'échelle nationale, la politique qui est faite est celle des banques, des trusts et des capitalistes. C'est à eux que vont les profits des entreprises, qui sont pourtant faits de l'argent produit par le travail, et pas aux communes. Et c'est l'Etat qui dispose des impôts, pas les municipalités, qui n'en reçoivent qu'une petite partie.

Ne votez pas pour des candidats de partis qui ont tous favorisé la rigueur et l'austérité pour les travailleurs.

Depuis les dernières élections municipales, en 1983, il y a six ans, et en fait bien avant déjà, tous les grands partis de droite, RPR, UDF ou centristes de tout poil, comme de gauche, radicaux, Parti Socialiste et Parti Communiste, ont participé à un moment ou à un autre au gouvernement. La droite avait été au gouvernement pendant plus de 20 ans, jusqu'en 1981. Elle l'a de nouveau été entre 1986 et 1988. Le Parti Socialiste a eu tous les pouvoirs de 1981 à 1986. Et c'est lui qui gouverne de nouveau depuis 9 mois. Le Parti Communiste a fait lui aussi partie du gouvernement de 1981 à 1984.

Durant toutes ces années, où droite et gauche ont alterné au gouvernement, vous, travailleuses, travailleurs, avez-vous vu une différence ? Que ce soit la gauche ou la droite au pouvoir, que le Parti Communiste ait eu ou non quelques sièges de ministres, est-ce que ça n'a pas été pour vous l'austérité et la rigueur ?

Le vote du 12 mars est d'abord l'occasion de dire votre ras-le-bol.

Dites que vous en avez assez d'avoir de plus en plus de mal à joindre les deux bouts, de voir stagner et diminuer le pouvoir d'achat de vos salaires, de vos pensions et retraites, des allocations familiales ou des indemnités de chômage. Les salaires ont été bloqués par Mauroy et ses ministres socialistes et communistes en 1982. Chirac et la droite ont continué le blocage. Rocard le maintient toujours. N'est-ce pas un comble que, au début de cette année encore, des salariés aient vu leur salaire diminué à la suite de l'augmentation de 1 % des cotisations pour la retraite ?

Dites que vous ne supportez plus les difficultés croissantes pour se loger. La part des loyers dans le budget des familles populaires ne fait que croître. La loi Méhaignerie, passée par le gouvernement Chirac, a donné toute licence aux propriétaires pour augmenter les loyers ou jeter à la rue les locataires. Mais pourquoi le Parti Socialiste, qui s'était prononcé contre cette loi, ne l'a pas changée depuis qu'il est revenu au pouvoir ?

Dites que vous n'avez pas l'intention de laisser empirer encore les conditions de travail, les cadences exténuantes, l'insécurité dans les usines et sur les chantiers. Partout, dans les services publics comme dans les usines de production, le travail a augmenté et s'est fait plus dur, en même temps qu'on réduisait le personnel.

Ne votez pas pour les partis qui sont les amis des riches, des exploiteurs et des affairistes, ou les laissent libres de faire ce qu'ils veulent.

Cela va très bien, cela va de mieux en mieux pour les riches, les capitalistes, tous ceux qui prospèrent sur notre dos et notre travail. Jamais les bénéfices des entreprises n'ont été aussi énormes, jamais il n'y a eu autant d'argent qui circule. Les riches peuvent vivre dans un luxe de plus en plus insolent. Les banquiers, les financiers et les boursicoteurs ont de plus en plus de milliards pour spéculer à loisir. Et les scandales financiers et les «affaires» boursières se multiplient, avec Chirac comme avec Rocard, sous la droite comme sous la gauche.

Pendant des années, on nous a dit que c'était la crise qui justifiait tous les sacrifices demandés aux travailleurs. Le blocage des salaires, les licenciements et les réductions d'effectifs, c'était pour permettre de redresser l'économie du pays, paraît-il. Aujourd'hui, on nous avoue que l'économie va mieux, qu'elle va même trop bien, au point que les grands patrons et les ministres mettent en garde contre la «surchauffe». Mais les salaires n'augmentent pas et le chômage ne diminue pas. Ils nous mentaient donc, tous ces politiciens de droite comme de gauche. Leur souci n'était pas l'économie du pays, c'était la prospérité de leurs amis de la finance et des affaires.

Les travailleurs ne peuvent pas voter pour les candidats de droite, les amis de Chirac, de Giscard ou de Barre. Que pouvons-nous attendre de ces gens-là au conseil municipal et à la mairie, sinon qu'ils donnent un coup de main à leurs copains pour continuer à s'enrichir sur notre dos ?

Travailleurs socialistes, vous ne pouvez pas voter pour les candidats du Parti Socialiste, ceux qui soutiennent Mitterrand et Rocard. Comment le faire sans encourager ce gouvernement à continuer sur sa lancée et à contribuer à nous porter de nouveaux coups ?

Aujourd'hui, les dirigeants du Parti Communiste se disent dans l'opposition. Mais ils viennent de conclure, à l'occasion de ces municipales, exactement le même accord national avec le Parti Socialiste que celui qu'ils avaient conclu en 1983, lorsqu'ils étaient au gouvernement. Comment croire que le Parti Communiste se rangera, dans les moments décisifs, aux côtés des travailleurs, contre ceux dont il recherche l'alliance pour s'assurer quelques mairies aujourd'hui et sans doute quelques postes de ministres demain ?

Electeurs et militants communistes, vous voudriez envoyer des représentants du monde du travail et de la classe ouvrière à la mairie. Mais les volte-face politiques de votre parti ne permettent pas de voter pour ses candidats sans cautionner en même temps son double jeu et son double langage.

UTTE OUVRIÈRE

DANS LES VILLES OÙ NOS CAMARADES PRÉSENTERONT UNE LISTE

RÉUNIONS PUBLIQUES avec Arlette LAGUILLER

- **Samedi 25 février, à 20 h 30, à CREIL**
  Maison créloise des loisirs
  Rue de la maternité (Plateau Routier).
- **Dimanche 5 mars, à 15 h 30, à la Fête de MONTBÉLIARD**
  Halle polyvalente de Montbéliard.
- **Jeudi 9 mars, à 20 h 30, à VIERZON**
  Salle du Cavalier.

Votez pour des candidats présentés par un parti qui n'a jamais fait de compromission ni avec le pouvoir ni avec les patrons.
Votez pour des travailleurs du rang.
Votez pour d'authentiques représentants de la classe ouvrière.

LUTTE OUVRIÈRE à toujours été en opposition résolue à tous les gouvernements, de gauche comme de droite, qui ont été les ennemis des travailleurs.

Parmi les candidats qu'elle présente à ces élections municipales, il n'y a pas de capitalistes, pas de grands patrons, pas de grosses fortunes, pas de notables politiciens aux liens multiples avec la bourgeoisie locale ou nationale. Ses candidats sont tous, sans exception, des travailleurs du rang, ouvriers, employés, enseignants, des mères de famille, des retraités, des chômeurs, des gens qui connaissent la condition des classes populaires parce qu'ils la partagent.

Certes, la situation des travailleurs et de la population laborieuse ne changera pas en fonction de la composition du futur conseil municipal. Aucun bulletin de vote n'a jamais eu le pouvoir de faire cela. Le sort des travailleurs dépend des luttes des travailleurs eux-mêmes, des grèves des salariés, d'une organisation de la population décidée à s'opposer aux attaques des possédants. Pour faire rendre gorge aux exploiteurs et aux profiteurs, il faudra que la classe ouvrière fasse le ménage, et sérieusement, dans toute la société.

Les candidats de LUTTE OUVRIÈRE ne s'engagent pas, s'ils sont élus, à donner au conseil municipal plus de pouvoir qu'il n'en a. Mais ils s'engagent à faire entendre la voix des travailleurs du rang dans ce conseil municipal. Ils s'engagent à rapporter fidèlement ce qui s'y dit ou ce qui s'y trame. Ils s'engagent à soutenir toutes les mesures qui seraient favorables à ceux qui vivent de leur travail et aux plus démunis, mais aussi à dénoncer toutes celles qui iraient dans le sens contraire.

La municipalité contrôlée par les travailleurs pourrait être un point d'appui pour les luttes ouvrières. Les candidats de LUTTE OUVRIÈRE s'engagent au sein du conseil municipal, comme ils le font déjà en dehors de celui-ci, à être systématiquement aux côtés de tous ceux qui défendent leurs conditions de vie et de travail, de tous ceux qui combattent pour la défense des intérêts de la classe ouvrière.

LES MAÇONS EN COLÈRE

Après avoir réalisé près de cinq milliards de bénéfices sur l'année 1988, le groupe Usinor-Sacilor met en place une nouvelle vague de suppressions d'emplois pour l'année 1989. C'est ainsi qu'à l'aciérie de Gandrange le nouvel organigramme prévoit 119 emplois en moins (sur un effectif de 730).

Comme les départs «naturels» en dispense d'activité (départs à 50 ans) ne suffisent pas, on va voir réapparaître toutes les variétés de licenciements déguisés, baptisés pour la forme «congés de formation conversion» ou bien COFIS (congés de formation internes à la sidérurgie). Ces congés de conversion, mis en place lors du plan Acier 1984, avaient pratiquement cessé depuis un an. La direction essayait de rassurer le personnel en disant :*«Bien sûr, les salaires n'augmentent pas, mais au moins il n'y a plus de CFC, estimez-vous heureux...»*.

Aussi l'annonce, le 8 février dernier, du nouveau plan (baptisé «plan social» par la direction, non sans humour noir) a-t-elle suscité l'indignation des travailleurs de l'aciérie, surtout chez les maçons, qui sont les plus touchés. Pour faire encore plus d'économies, pour *«muscler l'entreprise»* (c'est son expression même), la direction prévoit en effet de céder la totalité du service maçonnage à une entreprise sous-traitante. Les cinquante maçons seraient pour ainsi dire «vendus», avec leurs truelles et leurs brouettes, aux patrons qui accepteraient de faire le travail pour le tarif le plus bas. Ils perdraient un certain nombre d'avantages (plus de 20 000 F par an sur la paie, au total).

Dès que la direction a dévoilé son plan, les maçons ont réagi. Ils ont organisé des réunions sur le temps de travail pour préparer la riposte. Ils ont été voir les travailleurs de différents secteurs de l'aciérie pour leur parler des mesures prises par la direction à leur encontre. Lundi 13 février, ils se sont réunis à 14 heures en une assemblée générale des cinq équipes : il y avait 43 maçons présents, sur les 50. Ils ont alors décidé de faire un tract pour s'adresser à tous les travailleurs de l'usine, et de le diffuser aux portiers le jeudi suivant, en organisant une prise de parole. 40 maçons ont participé à cette action, avec leur badge *«Les maçons en colère»* et leur banderole *«Les maçons ne sont pas à vendre»*. Cette intervention aux portiers a rencontré un certain écho. Les blocages de portier avec prise de parole sont fréquemment organisés par les syndicats. Mais voir des travailleurs du rang s'adresser ainsi à l'ensemble du personnel était quelque chose de totalement inhabituel. Certains travailleurs de l'aciérie qui avaient fait une semaine de grève en juin pour l'augmentation des salaires disaient : *«Voilà ce qu'on aurait dû faire : ne pas rester isolés sur l'aciérie !»*. Dans le climat de mécontentement général créé par le blocage des salaires et les nouvelles suppressions d'emplois, les initiatives des maçons reçoivent un accueil favorable dans l'usine. La direction a beau essayer de faire passer la pilule en annonçant les mises en congé de congé-conversion au compte-gouttes (étalées sur toute l'année), il n'est pas dit que la partie soit gagnée pour elle.

Chacun se rend bien compte des conséquences des suppressions d'emplois : c'est l'aggravation des conditions de travail pour tous. Déjà dans les différentes cabines, il n'est pas rare de voir un travailleur tout seul, obligé de surveiller dix écrans à la fois. Même si pour l'instant les maçons restent seuls à se battre, la grogne qui existe un peu partout dans l'usine pourrait bien prendre de l'ampleur dès que les premiers CFC seront annoncés dans les autres secteurs d'Unimétal.

Correspondant LO

Saint-Nazaire

NOYADE AUX CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

Un ouvrier sénégalais d'une entreprise de nettoyage sous-traitante, s'est noyé dans la forme B du chantier de l'Atlantique. C'est à 9 heures qu'un compagnon donna l'alerte à bord du Car-Ferry Bretagne, en voyant un corps qui se débattait dans l'eau de la cale. Mais finalement, on a appris que c'est seulement à 13 h 45 que les véritables recherches par les plongeurs ont commencé. Cela paraît invraisemblable mais la confusion viendrait du fait que les plongeurs sapeurs-pompiers étaient occupés dans la matinée à rechercher une voie d'eau sur la coque du bateau. La direction des Chantiers porte une lourde responsabilité. Cela illustre le mépris des patrons pour la vie des travailleurs. Le débrayage intersyndical le lendemain à 13 h 15, a été largement suivi par les travailleurs des Chantiers, les travailleurs en sous-traitance et les intérimaires. Car tout le monde était choqué et tout le monde constate aussi que les conditions de travail sont de plus en plus arriérées. Il y a aujourd'hui plus de deux mille ouvriers en sous-traitance ou en intérim. Les heures supplémentaires ont été multipliées par trois, en deux ans. Certaines entreprises vont au-delà de la légalité et on connaît des horaires de plus de soixante-douze heures par semaine.

Un travailleur de vingt-deux ans est donc mort victime non pas de la fatalité mais de l'aggravation de l'exploitation capitaliste.

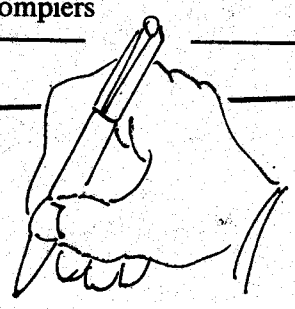
Correspondant LO

SOLVAY
Tavaux (Jura)

UNE VÉRITABLE BOMBE

Solvay-Tavaux usine installée à la périphérie de Dôle, fait partie des 230 usines françaises à hauts risques. C'est une véritable bombe où sont stockés hydrogène, méthanol, chlore et soude caustique. Huit mille personnes vivent dans un rayon de trois kilomètres autour de l'usine, mais aucune information n'est accessible sur les rejets dans l'atmosphère et leurs conséquences. Il existe bien un plan Orsec-TOX. Mais celui-ci ne tient pas compte du danger lié aux productions les plus récentes. Solvay, pour justifier sa crainte du regard extérieur, invoque les secrets de fabrication. En fait, les nombreux accidents ont au moins prouvé que la sécurité était déficiente puisqu'à chaque accident elle était renforcée. En 1974, une fuite de chlore entraîne l'évacuation de trois mille habitants, des pompiers extérieurs non protégés sont gravement brûlés. En 1974, également, un four à propylène explose. En 1987, 20 tonnes de chlore sont rejetées accidentellement dans la Saône, entraînant la mort de dix tonnes de poissons. Solvay, pour étouffer l'affaire s'est dépêché d'indemniser les sociétés de pêche. Après l'accident de Bhopal, les dirigeants ont cru rassurer la population en disant qu'une *«explosion dans l'usine ne briserait que quelques vitres»*. Dans le même registre, ils affirment que les sabotages sont impossibles car Solvay bénéficie d'un système de sécurité exemplaire. Ces discours rassurants ne trompent personne car beaucoup se souviennent comment, il y a quelques années, une caravane de touristes néerlandais, égarée, avait circulé dans l'usine pendant une demi-heure sans être inquiétée. En mai 1987, Antenne 2, qui avait réalisé un reportage sur le transport des matières dangereuses, a dû couper tout ce qui concernait les dangers internes à l'usine de Tavaux, à la suite de pressions exercées par le trust. En fait, Solvay exerce un chantage permanent, en jouant de sa situation déterminante dans l'économie de la région, car les dirigeants sont bien conscients que la moindre information pourrait suffire à faire exploser le scandale.

dans notre courrier



Infirmières

QUAND TOMBE LA PAYE, SURPRISE ET DÉCEPTION

Je suis infirmière en psychiatrie dans l'Oise. Sur la paye de janvier, nous avons enfin vu les premiers fruits de notre mobilisation d'octobre-novembre 1988.

En ce qui me concerne, j'ai 6 ans de diplôme (plus 3 ans de formation) et je touchais jusqu'en décembre 6 800 F net. En janvier j'ai eu 834 F net d'augmentation, avec effet rétroactif depuis décembre.

Mais tout le monde n'a pas bénéficié d'une telle augmentation, celle-ci étant tout à fait variable selon les échelons. Ainsi l'une de mes collègues infirmière qui a trois ans de diplôme, n'a vu son salaire croître que de 444 F net ; et cela semble être le cas le plus fréquent, et c'est même parfois moins. Pour elle qui gagnait déjà moins que moi, son augmentation, même en pourcentage, est inférieure à la mienne : 7,2 % contre 12,1 % pour moi.

Depuis que les feuilles de paye sont tombées et que chacun a pu vérifier son nouveau salaire, l'atmosphère est plutôt à la déception et à la surprise : on s'attendait à plus pour beaucoup d'entre nous, puisque le gouvernement avait parlé de 500 F minimum pour les débutants et que les autres s'attendaient donc à au moins cela et souvent plus pour eux-mêmes.

De plus, comme on a eu le droit nous aussi à 1 % de retenue supplémentaire pour les cotisations-retraites, l'augmentation effective est loin de ce qu'avait promis le gouvernement.

Quant aux autres catégories de personnel, dont certains avaient fait la grève avec nous, eux n'ont eu droit qu'au 1 % d'augmentation... de leurs cotisations-retraite. Résultat net pour eux : diminution du salaire.

D. B. BEAUVAIS

Gamma

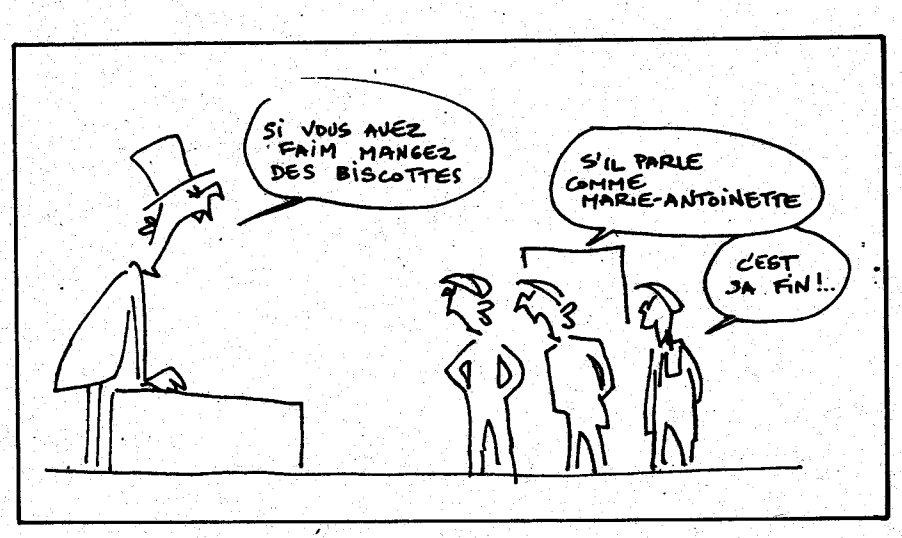
LA CHIMIE QUI TUE

Le 2 novembre dernier, un travailleur de Solvay est décédé des suites d'un cancer du foie, après avoir travaillé de 1963 à 1978 à l'usine de Solvay Tavaux. Cette usine emploie 2 660 personnes et fabrique divers produits de base de l'industrie chimique des dérivés chlorés, et en partie le chlorure de vynil qui entre dans la composition du PVC, (matière plastique). Ce dernier produit est très dangereux, d'ailleurs il a fait l'objet de nombreuses études depuis les années cinquante. C'est seulement en 1974 que la direction a commencé à installer un système de sondes, pour contrôler la teneur en chlorure de vynil dans les ateliers. Cela n'a pas empêché le premier décès causé par ce cancer qui date de 1977. En 1979, le deuxième cas mortel entraîna suffisamment d'inquiétude et de mobilisation pour obliger la direction à améliorer son installation. Même si cette installation était suffisante - ce que contestent formellement les syndicats - il n'en reste pas moins que tous ceux qui ont travaillé au contact du chlorure de vynil sont en danger, car ni la direction ni personne ne savent exactement déterminer à partir de quelle dose ni au bout de combien de temps d'exposition le risque de cancer existe. De plus si les travailleurs embauchés sont suivis médicalement, ce n'est pas du tout le cas des intérimaires et de tous ceux qui travaillent par le biais d'entreprises sous-traitantes. Ce sont ceux qui effectuent les tâches les plus insalubres et leur mission terminée, ils échappent à tout contrôle médical. De toute façon, malgré les propos rassurants de la direction qui répète que depuis 1974 tout danger est écarté, c'est à chaque nouveau cas - même mortel - le même combat pour que Solvay reconnaisse que le cancer du foie classé pourtant maladie professionnelle résulte bien du contact avec le chlorure de vynil.

Solvay n'est malheureusement pas un cas original car partout des productions industrielles sont lancées sans qu'on connaisse le danger pour ceux qui les manipulent. Et sans qu'on fasse de recherches dans ce sens. Il faut souvent attendre mort d'homme pour qu'il y ait investissement dans la sécurité et quelle sécurité !

PEUGEOT (Mulhouse)

UN MOIS DE GRÈVE ÇA ÉNERVE LES PATRONS



Alors que le mouvement à l'usine Heudebert de Toulouse en est à un mois de grève totale, la direction affiche toujours le même mépris pour les travailleurs et leurs revendications.

Le mercredi 15 février, 24 grévistes étaient convoqués au tribunal des référés pour entrave à la liberté du travail. 60 travailleurs les accompagnaient. Le juge préféra, devant la détermination des grévistes, réserver sa décision pour le 15 mars et nommer un médiateur pour mettre en place des négociations.

Ces négociations eurent lieu à l'inspection du travail. Les grévistes étaient représentés par une délégation composée de délégués CGT de l'usine, ainsi que d'une représentante de l'Union locale et d'un représentant de la fédération CGT de l'agro-alimentaire. Une ligne téléphonique directe avait été installée entre l'inspection du travail et l'usine. De plus, aucune décision ne devait être prise sans un vote des grévistes.

Au soir de la première journée, à l'appel de la délégation, une quarantaine de grévistes présents sur le piquet se rendirent à l'inspection du travail pour dire tout haut ce qu'ils pensaient à la direction, dont les propositions ressemblaient à une provocation après trois semaines de conflit pour les 1 500 F et l'embauche des travailleurs sous contrat à durée déterminée.

La direction proposait l'embauche de 35 travailleurs, sur les 150 travailleurs précaires que compte l'usine. Question salaires, elle prévoyait une augmentation allant de 85 à 145 F pour les plus bas salaires, et rien pour les autres !

Du coup, le lendemain, c'est dès 13 h 30, heure de la reprise des négociations, que les grévistes se massaient dans les couloirs de l'inspection du travail. Deux heures après, les représentants de la direction sortaient sans avoir lâché un sou de plus. Pourtant, ils n'en menaient pas large et regardaient leurs pieds en passant au milieu des grévistes. Ils ont même dû avoir des sueurs quand les grévistes se sont mis en travers de la porte pour les empêcher de sortir.

Des grévistes étaient bien sûr déçus par le résultat des négociations, mais déterminés à poursuivre jusqu'à ce que la direction cède.

LA DIRECTION PERD SON CALME

Le lundi 20 février, la direction convoqua le personnel à une assemblée générale, en expliquant que le conflit devait cesser, car il mettait l'entreprise en danger. Le lendemain matin, mardi 21 février, une cinquantaine de non-grévistes derrière Aussredou, le directeur de l'usine de Toulouse, ainsi que Soupo et Beaufumé, deux représentants de la direction nationale, vinrent se heurter au piquet pour essayer de pénétrer dans l'usine. Ce beau monde et leurs larbins injurièrent les grévistes, mettant en cause les travailleurs immigrés, en disant qu'ils n'avaient rien à faire dans la grève. En passant, Beaufumé, la «chargée des relations humaines» chez BSN, traita tout le monde d'illettrés ! Derrière le vernis, il y a bien quelque chose de pourri dans le camp de la direction.

Malgré tous leurs efforts, ils ne purent franchir le piquet de grève. On a même vu un chef, tel un gosse capricieux, pleurer de rage en tapant des pieds. En attendant, ils doivent se faire une raison et repartir comme ils étaient venus. Alors que Riboud, PDG de BSN, est entendu par la Commission des Opérations Boursières pour avoir trempé dans l'affaire Péchiney, ses représentants tentent des coups de main contre les travailleurs en grève...

Dans la région toulousaine, la grève commence à être connue !

Correspondant LO

A La Courneuve

FIN DE LA GRÈVE CHEZ ORANGINA

Après trois semaines et deux jours de grève et de production bloquée, mercredi 22 au soir, les grévistes ont finalement voté la reprise sur la base des propositions de la direction du 13 février : des augmentations pour 70 travailleurs (sur 110-120 grévistes).

En plus de ces rattrapages de salaire pour certains, de 150 F à 1 000 F brut, la direction proposait vendredi 17 de payer trois jours de grève partageant le reste en récupération et perte de salaire. Elle acceptait aussi de verser une prime d'équipe de 43 F par jour pour les ouvriers travaillant en deux équipes (quelques mois par an à la Fabrication), à la condition qu'ils travaillent de 8 h à 17 h (au lieu de 6 h 30 à 14 h 30) quand il n'y aura qu'une équipe.

Lundi matin 20, malgré les hésitations la poursuite du mouvement est décidée, tandis que les délégués se voyaient reprocher leur manque de décision. Lundi après-midi, les quatre syndicats proposaient à la direction générale de répartir autrement les augmentations pour qu'il y en ait pour tous. La direction a refusé, et à l'Assemblée générale de mardi matin tous les délégués en grève étaient remontés, parlant de durcir le ton, d'exiger le paiement des heures de grève à 100% et une augmentation consistante pour tous. Ils ont été très chaleureusement applaudis. Une déléguée FO proposait même que d'autres travailleurs se joignent aux délégués pour former un comité de grève tandis qu'un délégué CFDT tentait de mettre sur pied des équipes pour populariser le mouvement à la porte d'autres usines du groupe Ricard (Coca-Cola et Société des Vins de France).

Mercredi matin, la grève était reconduite dans la même optique. Puis est arrivé le directeur industriel de la société M.B. Orangina. Sommé de s'expliquer, il a pris la parole pendant plusieurs heures en parlant de la «Commission nationale» qui va, d'ici juillet, refondre les grilles de salaires de toutes les usines Orangina. Seuls certains délégués CGT et CFDT se sont prononcés sur ce qu'il disait, mais pas très clairement. Alors bien des travailleurs ont cru qu'il s'agissait d'augmentations pour tous alors que la direction maintenait sa position sur les augmentations. Une première fois, cependant, l'intersyndicale et la majorité des grévistes se prononçaient sur la poursuite de la lutte tandis qu'une minorité (dont les délégués FO et CFTC) se prononçait pour la reprise. L'intersyndicale est allée ensuite dans un bureau discuter les conditions de la reprise. Elle est revenue avec le directeur industriel proposant : 6 jours de grève payés par le patron, 42 heures et 2 jours de congés perdus étalés sur 10 mois, et 2 jours et demi de récupération.

A 18 h 30, après des heures de discussions confuses, c'est le chef du personnel de l'usine qui organisait le vote (à bulletins secrets !) : 23 grévistes étaient pour la continuation, 37 contre.

Reste que la grève aura tout de même permis d'obtenir des augmentations non négligeables pour les plus bas salaires.

Correspondant LO

HEUDEBERT (Toulouse)

LES OUVRIERS VOTENT CONTRE LE PATRON

Les élections au comité d'entreprise de l'usine Peugeot Mulhouse viennent de se dérouler le 19 février 1989 et montrent une nouvelle progression de la CGT.

Par rapport à 1987, où la CGT avait déjà progressé dans le premier collège de 2,83%, elle progresse cette année, toujours dans le premier collège, de 9,97%. Soit 837 voix, sur 9932 inscrits et 8949 exprimés. Cette progression se fait essentiellement au détriment de la CFDT (– 7,22%) et un peu de FO (– 0,86%) et de la CFTC (– 1,87%). Déjà l'année dernière, en 1988, aux élections de délégués du personnel, la CGT avait progressé de 9,17% des voix, au détriment de la CFDT (– 6,07%) et de FO (– 2,4%) et CFTC (– 0,95%). Ainsi, de 1985 à 1989, la CGT passe de 15% des voix à 35,94%. Ce qu'il y a de notable aussi, c'est que la CFDT ne diminue pas dans un secteur animé par des militants CFDT qui, ces dernières années, ont joué un rôle de phare pour les luttes.

Il semble bien, et les discussions des ouvriers allaient dans ce sens, que les travailleurs se fichent totalement du Comité d'entreprise. Les vrais problèmes sont les salaires et les conditions de travail, et ils ont voulu voter le plus possible contre le patron. FO, qui a la réputation à juste titre dans cette usine d'être le syndicat du patron, et qui a multiplié les réunions individuelles ou collectives pour influencer le vote des ouvriers, s'est d'ailleurs fait siffler dans les ateliers quelques jours avant les élections. Les responsables FO avaient organisé un défilé dans l'usine pour réclamer des sous à Calvet. Mais les ouvriers disaient que les militants honnêtes sont d'habitude toujours suivis par des agents de la direction, même quand ils sont aux WC ! *«Comment se fait-il que, cette fois, le syndicat peut manifester librement ? Il ne faut pas se foutre de nous !»*.

En tout cas, après le résultat des élections, l'ambiance était plutôt meilleure, tout le monde ayant le sentiment d'avoir mis une bonne claque au patron.

Correspondant LO

THOMSON-BRANDT (La Ferté-Saint-Aubin – Loiret –)

ICI, ON PRÉPARE L'ENFER

Un coin tranquille, à l'orée de la Sologne (juste en face de l'immense propriété de Pelat, l'ami de Mitterrand)... Le promeneur «non-initié» ne se douterait pas qu'ici, à La Ferté-Saint-Aubin, légèrement en retrait de la Nationale 20, plus de 1 100 travailleur sont employés à concevoir et fabriquer toute une gamme d'engins de mort : obus, mortiers, bombes, fusées, propulseurs de missiles et roquettes guidées.

Celui qui y travaille ne peut pas se tromper. La direction n'a pas besoin de dire, comme elle aime le faire, *«qu'ici, on ne fabrique pas des caramels»*.

Nous nous en serions doutés ! Car l'usine est une véritable ville-caserne, avec ses 310 bâtiments, visibles ou pas (s'ils sont recouverts de gros merlons), ses barrières et postes de garde à l'entrée de chaque zone. L'usine en comprend 8, répartis sur près de 500 hectares, et un champ de tir.

Mais, mis à part cet aspect, c'est une entreprise comme une autre, qui doit faire de l'argent et du profit.

D'un côté, toutes sortes d'engins ultra-modernes, mettant en application les dernières découvertes dans les domaines de la pyrotechnie, de la propulsion et de la balistique ; de l'autre côté, des conditions de travail dont on pourrait croire qu'elles n'ont pas beaucoup évolué en 50 ans, depuis l'ouverture de l'entreprise.

Quant à l'hygiène et à la sécurité, on en entend beaucoup parler. La direction ne regarde pas à la dépense lorsqu'il s'agit de faire des brochures. Pourtant on ne peut pas dire que nous soyons rationnés sur les solvants et autres produits toxiques, avec bien souvent des protections insuffisantes, mal adaptées, voire même inexistantes.

Les brochures ainsi que les primes (dérisoires d'ailleurs) concernant le maniement des solvants, poudre, explosifs... n'ont jamais supprimé le danger !

Il y a 6 ans, une explosion dans un atelier a provoqué la mort de 3 personnes et en a blessé une autre gravement.

Dernièrement, en l'espace de 3 semaines, 4 «incidents» se sont produits, dont certains auraient pu avoir de lourdes conséquences. Cela a commencé par l'explosion d'un trémis de poudre noire qui a soufflé une partie de l'atelier. Puis, dans la même journée, un compresseur d'air prenait feu. La semaine suivante la sirène sonnait de nouveau : c'était un gros four qui venait d'exploser. Le couvercle du four, pesant 2,5 tonnes est monté jusqu'au plafond, arrachant le chauffage au passage, et est retombé dans un lieu passager... dix minutes plus tôt ! Quelques jours plus tard, nous apprenions qu'un pain de poudre propulsive était «parti» en zigzagant à travers un atelier. Cette fois, la sirène n'a pas marché. Il valait peut-être mieux ne pas ébruiter l'affaire.

Correspondant LO

(Bulka – GAMMA)

Lors d'une précédente grève.

GRÈVE CHEZ LES NETTOYEURS DU MÉTRO PARISIEN

Les nettoyeurs du métro parisien, environ un millier, employés par la COMATEC, sont en grève depuis le jeudi 9 février. La grève a démarré pour protester contre le licenciement d'un nettoyeur de nuit qui a eu lieu sous prétexte qu'il avait eu un accrochage en conduisant son véhicule de service. Ceux de nuit se sont mis en grève, puis se sont adressés à ceux de jour.

Les nettoyeurs, qui sont syndiqués en majorité à la CFDT, se sont réunis en assemblée générale. La grève a été décidée pour la réintégration du camarade licencié, mais aussi pour un certain nombre de revendications, sur les salaires (pas de salaires en dessous de 5 500 F net – alors que la plupart gagnent environ 4 800 F net), sur l'embauche des intérimaires, etc.

Tous les jours, les grévistes se réunissent en assemblée générale, et un Comité de grève, créé par la CFDT, anime le mouvement, comme lors des précédentes grèves.

Pour le moment la direction de la COMATEC n'a presque rien lâché. Elle propose d'embaucher une partie des intérimaires mais... elle vient d'annoncer neuf nouveaux licenciements !

Les grévistes se trouvent cette fois en face d'une direction unique, contrairement au passé, où le nettoyage du métro était assuré par plusieurs entreprises.

La COMATEC, qui avait été créée soi-disant pour favoriser la modernisation et la «robotisation» du nettoyage, a surtout procédé à des suppressions d'emplois et fait appel à un grand nombre d'intérimaires et de contrats à durée déterminée. C'est donc une bonne partie des nettoyeurs qui est en permanence dans une situation précaire, et cela évidemment avec la complicité de la RATP.

Il y a donc un climat de suppressions d'emplois, de pressions sur le personnel. La direction trouve tous les prétextes pour licencier individuellement. Et dans ce contexte le licenciement d'un nettoyeur de nuit a soulevé la colère et déclenché la grève.

La COMATEC essaie quand même de faire faire le nettoyage par des intérimaires, mais sans trop de succès. Et dans nombre de stations les effets de la grève sont particulièrement visibles et les détritus de toute sorte s'accumulent dans les stations, les couloirs, etc.

Comment voulez-vous, avec un patron répugnant, que le métro soit propre ?

TRAILOR (Lunéville – Meurthe-et-Moselle)

NOUS NE FERONS PAS L'ÉCONOMIE DE LA VRAIE GRÈVE

Plus de 3 semaines après le début des débrayages tournants pour l'augmentation des salaires (LO n° 1078 et 1079), mercredi 15 février c'était la reprise du travail chez Trailor à Lunéville.

Ces débrayages avaient été appréciés : *«Cela ne nous coûte pas cher, et cela fait mal au patron»* entendait-on souvent. Si effectivement la production a été pas mal perturbée, les débrayages atelier par atelier, à des heures souvent différentes, sans se donner les moyens de se compter à l'échelle de l'usine, ne pouvaient aboutir qu'à un effritement du mouvement.

Certes, la combativité n'était pas à la grève totale et illimitée. Et la CGT – qui dirigeait le mouvement – ne donnait pas d'autre perspective que celle de poursuivre les débrayages tournants.

Aussi, mettant à profit l'éparpillement du mouvement, la direction n'est pas restée inactive, remplaçant les grévistes par des intérimaires dans certains ateliers, faisant rôder les huissiers dans l'usine, envoyant des courriers à chaque travailleur, promettant à ceux qui voulaient arrêter le débrayage des rallonges individuelles, etc.

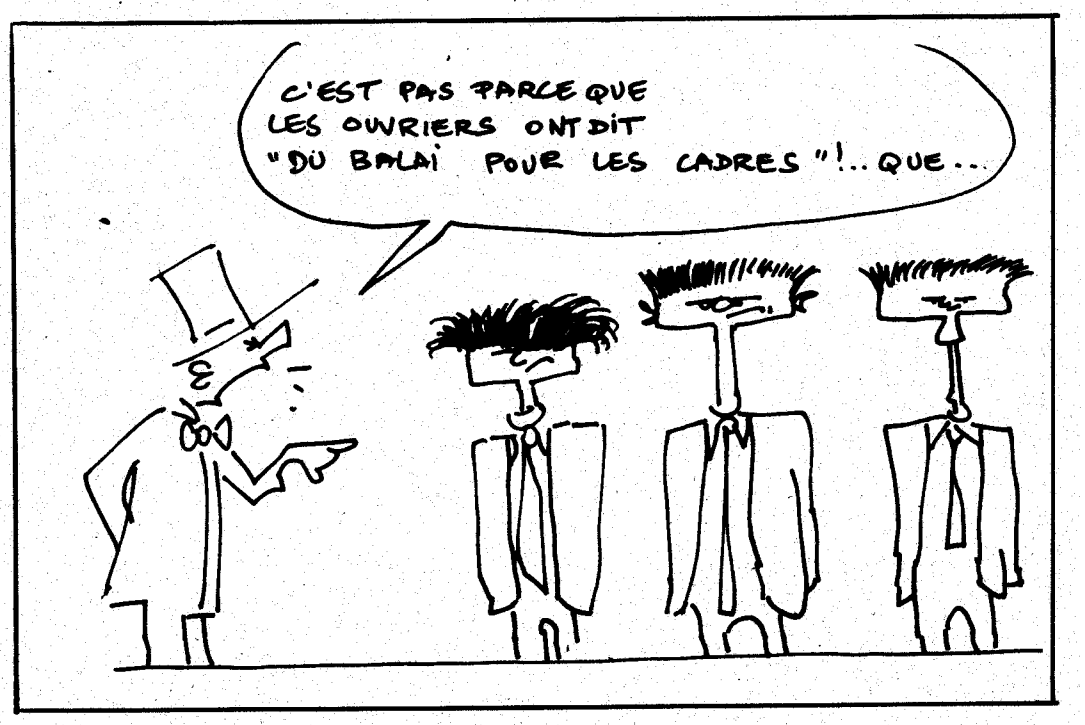
Et elle n'a rien cédé... si ce n'est une rallonge de 0,2% aux augmentations prévues sur 1989 (2,6% en moyenne).

Pourtant le climat n'est pas à la démoralisation ; car la déception de n'avoir rien obtenu est en quelque sorte à la hauteur des espoirs mis dans le mouvement. Et bien peu pensaient que les débrayages suffiraient réellement à faire céder le patron.

Ce n'est donc que partie remise. Et nous sommes un certain nombre à penser que, la prochaine fois, il faudra se mettre à la vraie grève. En tout cas, nous avons eu la démonstration que faire la grève à l'économie ce n'est pas une bonne affaire.

Saint-Brieuc

CHAFFOTEAUX EN GRÈVE CONTRE LES LICENCIEMENTS



Depuis le mercredi 15 février, l'usine Chaffoteaux est arrêtée (cf. article *LO* 1081). C'est en effet vers 9 heures que les chefs ont commencé à convoquer individuellement, dans des bureaux excentrés des ateliers, les premiers travailleurs qu'ils avaient mis sur les listes, en trouvant les prétextes les plus divers pour éviter d'attirer trop l'attention. Manque de chance pour eux : très vite, dans les ateliers, les travailleurs se sont rendu compte de ce qui se passait et ont commencé à rameuter leurs copains. Les délégués avertis sont alors passés dans les ateliers avec une sirène pour demander d'arrêter le travail et de se rassembler dans le couloir qui sert de point de ralliement. Entre 9 et 10 heures, plusieurs centaines de travailleurs s'arrêtent, et la chasse aux chefs licencieurs commence.

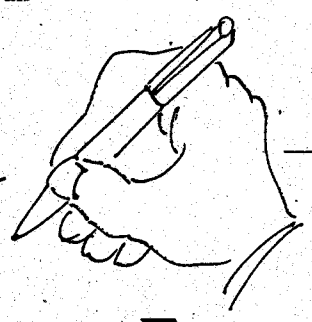
Il s'agit en effet de les débusquer des bureaux qu'ils occupent avec encore certains travailleurs licenciables. Dans cette chasse, seront délogés également les membres d'un cabinet soi-disant spécialisé dans la reconversion. Et à 11 heures, vingt cadres et directeurs, suivis bientôt d'un vingt-et-unième qui s'était caché dans les toilettes, se retrouvent enfermés dans un local qui sert habituellement au rangement des balais et des sacs-poubelles. La réaction de colère des travailleurs de Chaffoteaux a été unanime lorsque la direction a publié la liste des 56 licenciables. Chacun s'est aperçu alors que, pour une bonne partie d'entre eux, il s'agissait de règlements de comptes visant des travailleurs combatifs. Mais la liste comportait aussi des travailleurs connaissant des situations sociales difficiles, ou encore d'autres considérés comme irréprochables. Plusieurs tours des ateliers ont alors été organisés pour que le travail cesse complètement. A midi, c'était effectif. La première assemblée générale s'est tenue en début d'après-midi. Il n'était question de reprendre pour personne. Bien entendu, s'est posé le problème de quoi faire des chefs enfermés dans le placard à balais. Tout le monde a voté de les garder toute la nuit. Des piquets se sont donc mis en place. A l'assemblée de 8 heures le lendemain, il a été décidé de voter la grève reconductible avec occupation et d'expédier hors de l'usine le plus vite possible les 21 chefs, cadres et directeurs retenus au placard. Lorsque ceux-ci sont sortis, ils étaient bien moins fiers et frais que la veille, et c'est sous les huées et les insultes qu'ils sont montés dans les minibus. Pendant deux jours, le PDG a fait le mort. Puis il a annoncé qu'un nouveau directeur de l'usine était nommé par intérim, et que celui-ci souhaitait rencontrer les délégués, mais pour discuter du lock-out. Les travailleurs de Chaffoteaux apprenaient le soir même que l'usine était lock-outée. Ça n'a pas empêché plusieurs centaines d'entre eux de se retrouver le lendemain pour voter de nouveau la grève, mais aussi la levée de l'occupation de nuit et du week-end. En fait, la journée de vendredi a été consacrée à la préparation d'une manifestation pour le soir, à 17 heures, dans les rues de Saint-Brieuc. C'est environ 1000 travailleurs, la majorité de Chaffoteaux, qui ont manifesté leur opposition aux 56 licenciements. Le cortège était précédé d'une guillotine où symboliquement la tête de Danton (nom du PDG !), ou de Mehri (le patron), est plusieurs fois tombée.

Depuis lundi 20 février, la grève sans occupation est revotée chaque jour, à l'usine. Deux à trois cents grévistes assistent aux assemblées générales et participent activement aux différentes actions de popularisation de la grève.

Bien sûr, de son côté, la direction n'est pas restée inactive. Mais elle ne semble pas très sûre de son bon droit. Une lettre vient d'être envoyée à chacun d'entre nous. Danton va jusqu'à prétendre qu'il pourrait diminuer ou annuler les allégements des effectifs futurs qui sont prévus dans le plan social. A condition que les travailleurs acceptent les 56 premiers licenciements ! Il n'est bien sûr pas question pour les travailleurs d'accepter cette première charrette de licenciements. Et personne n'est dupe des promesses de la direction car beaucoup se souviennent de celles de Mehri de maintenir 1400 emplois lorsqu'il a repris l'entreprise. La direction tente aussi de faire reprendre le travail, mais pour le moment elle a échoué et la grève continue. Des contacts avec la population et les travailleurs des entreprises de Saint-Brieuc se multiplient grâce à des diffusions de tracts qui mobilisent de nombreux grévistes en vue d'une manifestation prévue samedi matin.

Correspondant LO.

Dans notre courrier



Des travailleurs de la Sonofam, à Bonneuil-sur-Marne, nous écrivent

UNE GRÈVE QUI A EU DU SUCCÈS

La SONOFAM de Bonneuil-sur-Marne est une petite entreprise de près de 240 personnes, dont environ 180 ouvriers. On y fabrique des petites pièces métalliques et plastiques, en grande partie pour l'automobile (Renault, PSA...).

Tout a commencé le lundi 6 février, lors des négociations salariales annuelles. Le patron nous annonçait pour 1989 une augmentation de 0,5% en mars, 0,5% en mai, 100 F en juillet et 1% en novembre. Déjà, depuis plusieurs mois, certains travailleurs discutaient de leurs problèmes de salaires, de la perte de leur pouvoir d'achat, et pensaient qu'il fallait réagir. C'est l'annonce des propositions du patron qui a mis le feu aux poudres : *«Ils se foutent de notre g...»* Et de plus en plus, on parlait de faire grève.

Face à cette effervescence, la CGT (seul syndicat de l'entreprise) a d'abord appelé à un débrayage de 4 heures en fin de poste le jeudi 9 puis à 2 heures le vendredi 10. A la surprise générale de la direction et du syndicat, ces débrayages ont été largement suivis dans chaque équipe, ce qui a remonté le moral de pas mal d'entre nous et surtout a montré à la direction qu'on n'allait pas en rester là.

Lundi 13 au matin, à l'assemblée générale convoquée par le syndicat, nous étions environ 80 ouvriers de l'équipe du matin et de la normale. Nous avons discuté des suites à donner à notre mouvement de protestation. Nous avons posé nos revendications et celles-ci furent votées : 600 F d'augmentation mensuelle, maintien du pouvoir d'achat, intégration de toutes les primes dans le calcul du 13e mois.

Et pendant que les délégués allaient porter nos revendications à la direction, nous étions 80 à les attendre à la pointeuse.

Au bout de 3/4 d'heure, les délégués sont redescendus... les mains vides ; mais tout le monde s'y attendait un peu. C'est à ce moment-là que la grève fut votée le matin. Et c'est à 14 h, quand toutes les équipes étaient présentes, que la grève fut revotée par tous les ouvriers en fixe de l'usine, sauf une dizaine qui continuaient à travailler. La grève a été reconduite de jour en jour jusqu'à la fin de la semaine.

C'est dans le réfectoire que nous nous sommes retrouvés pour discuter. Certains d'entre nous ont fait des pancartes, des banderoles, pour montrer aux autres travailleurs du Port-de-Bonneuil que nous étions en grève.

Des cortèges de travailleurs furent organisés pour passer dans les ateliers où le patron avait mis au travail tous ses cadres, le directeur du personnel, ainsi que le sous-directeur. Et c'est sous nos encouragements que cette nouvelle équipe a soulevé les caisses, tiré les palettes, et fait des cartons.

Mais le patron a dû se poser des questions sur l'efficacité de sa nouvelle équipe de production car dès vendredi il faisait de nouvelles propositions : l'équivalent de 150 F dès février, de 400 F dès le mois de mai et de 450 F en juillet, pour un salaire de base de 5 000 francs, plus l'intégration de toutes les primes dans le calcul du 13e mois. Propositions que la CGT signait en fin de soirée, vendredi 17, en appelant à la reprise du travail lundi matin, par affiche...

Le sentiment général, c'est que cela valait le coup d'avoir fait grève pendant toute une semaine, bien que nous n'ayons pas obtenu le paiement des heures de grève que nous demandions.

Des travailleurs de la SONOFAM.

C'est la faute à Voltaire...

... c'est la faute à Rousseau

Il y a deux cents ans, la bourgeoisie française faisait sa révolution. Ses descendants en fêtent aujourd'hui le bicentenaire à leur manière : Mitterrand, en compagnie de 54 autres chefs d'Etat, va s'incliner respectueusement sur la tombe de l'empereur Hiro-Hito, tout en ayant par ailleurs bien du mal à concilier une timide dénonciation de «tous les fanatismes», et la garantie de l'argent facile des marchands de missiles et de béton dont Roland Dumas va défendre les intérêts en Iran...

Histoire de rafraîchir les idées, nous présentons dans ces pages, avec Voltaire, Rousseau et Diderot, quelques-uns des philosophes du XVIII^e siècle qui préparèrent à leur façon le terrain de la révolution de 1789. Aucun moyen de pression ne les intimida. Leur passion pour les idées, leur insolence à l'égard des dogmes, leur volonté de combattre l'intolérance et le despotisme n'avaient guère de limites.

Esprits universels, épris de sciences, de découvertes, curieux de tout et attachés à l'indépendance de leur plume, ils étaient les propagandistes d'une classe montante alors révolutionnaire, la bourgeoisie. Ils créèrent la mode des idées et de la philosophie, et firent éclater ce qu'on appela «les Lumières» de leur intelligence, dans ce siècle bien obscurantiste par ailleurs. Au point qu'à l'époque, ce n'étaient pas les intellectuels qui s'excusaient de leur audace auprès des despotes, mais certains despotes qui se piquèrent d'être «éclairés» !

Cosmopolites, ces philosophes se disaient européens et même citoyens du monde, et combattaient les particularismes et les préjugés nationaux. Rejetant toute autre autorité que celle de «la Raison», ils ont soumi à leur critique impertinente la morale religieuse et les institutions politiques et sociales.

Et comme le rire aux dépens des puissants et des dogmes est le meilleur allié de l'intelligence, c'est en raillant les superstitions, les préjugés et l'obscurantisme qu'ils gagnèrent l'opinion à leur façon de voir, jusque et y compris au sein des classes privilégiées.

Mais c'est l'opinion populaire qui leur rendit le plus bel hommage, en faisant passer leurs idées dans les actes.

Et s'ils ont alors préparé l'avenir, c'est qu'avec eux, la littérature prit un caractère militant, et que le rire devint une arme et un facteur de subversion.

Cécile BERNIER

Voltaire

Voltaire fut le plus populaire des écrivains et philosophes du XVIII^e siècle. Encore aujourd'hui, sa tournure d'esprit polémique, incisive, en fait l'auteur le plus plaisant à lire.

Né en 1694 et mort en 1778, c'est l'homme d'un siècle (ou presque). Il était fils de grand bourgeois. Jeune auteur, déjà couronné de succès, il s'opposa au chevalier de Rohan qui, plein de morgue, lui lança qu'il n'avait «même pas de nom». *Voltaire rétorqua :* «Mon nom, je le commence, vous finissez le vôtre». *Ce bon mot lui valut, outre une bastonnade, d'être embastillé, puis exilé en Angleterre. Mais Voltaire tint son défi. Toute sa* «passion de penser tout haut» *était dans ce mot.*

La publication des Lettres anglaises *lui valurent à son retour une nouvelle lettre de cachet et un nouvel exil, de dix ans cette fois. Rappelé à Versailles en 1774, il découvrit que, décidément, il n'avait pas l'échine assez souple pour devenir un poète de cour. Après avoir écrit* Zadig, *ou les mésaventures d'un courtisan, il s'exila de nouveau. Quelque temps passé à la cour de Frédéric II ne lui valut qu'une amère déception de plus. Il finit par s'établir aux confins du royaume de France et de la république de Genève, prêt à passer la frontière à la moindre alerte.*

Voltaire se voulait le propagateur des nouvelles idées scientifiques : admirateur passionné de la physique de Newton, il mit son système en vers. Ennemi acharné de tout préjugé, toute autorité, galon, superstition, fanatisme, il n'hésita pas à mettre son argent et sa plume au service de causes qu'il défendit par conviction. C'est ainsi qu'il plaida contre la bêtise criminelle et fanatique des juges du Parlement de Toulouse qui avaient décidé de faire écarteler Calas sur simple présomption de crime.

Homme d'une civilisation raffinée, il haïssait tout ce qui dégrade l'humanité et allait contre l'intelligence. Ses contes philosophiques, Candide, Zadig, L'Ingénu, *dans lesquels il démonte toutes les supercheries et les hypocrisies de la morale religieuse et des pratiques politiques sont autant de pamphlets, de textes de combat qui n'ont pas perdu, encore aujourd'hui, leur actualité.*

Portrait de Voltaire par Ferdinand Bac (1859-1952)... ou la raillerie faite homme !

CANDIDE

Candide, est un jeune naïf, élève du professeur Pangloss, adepte de la philosophie de Leibniz qu'il formule à sa façon en une phrase devenue célèbre : *«Tout est bien dans le meilleur des mondes»*, ce qui lui sert à justifier toutes les aberrations de la société.

Jeté d'un coup de pied dans le vaste monde pour avoir voulu goûter aux plaisirs de la chair avec Cunégonde qui a le malheur de posséder quelques quartiers de noblesse de plus que lui, Candide fait d'abord l'expérience de la guerre (celle de Sept ans), cette *«boucherie héroïque»* où *«la baïonnette fut la raison suffisante de la mort de quelques milliers d'hommes»*, bénie par les Te Deum dans les deux camps.

Fuyant les massacres, Candide-Voltaire parcourt l'Europe où il ne rencontre que fanatisme religieux tant chez les protestants de Hollande que chez les catholiques du Portugal qui, après le tremblement de terre de Lisbonne, estiment que *«le spectacle de quelques personnes brûlées à petit feu, en grande cérémonie, est un secret infaillible pour empêcher la terre de trembler»*. Car dans ce meilleur des mondes règne le régime de l'Inquisition et de ses crimes.

D'aventures en rebondissements, Candide a retrouvé sa Cunégonde et embarque avec elle pour l'Amérique afin de l'arracher des mains du Grand Inquisiteur qui veut en faire sa maîtresse. Il y retrouve les Jésuites qui se sont taillé un royaume au Paraguay *«Les Padres y sont tout, le peuple rien ; c'est le chef d'œuvre de la raison et de la justice»*.

Dans ce tour du monde, Voltaire dénonce l'esclavage et donne la parole à un esclave noir : *«Quand nous travaillons aux sucreries et que la meule nous attrape le doigt, on nous coupe la main ; quand nous voulons nous enfuir, on nous coupe la jambe. Je me suis trouvé dans ces deux cas. C'est à ce prix que vous mangez du sucre en Europe»*.

D'étape en étape, d'Europe en Amérique, de Paris à Istamboul, Voltaire dresse un tableau de la société du 18^e siècle : guerre, intolérance, fanatisme, inquisition, esclavage, appât du gain, autant de maux créés par la société et tout aussi destructeurs que les calamités naturelles.

Quelques lignes, quelques mots, une formule acérée, éclaire l'hypocrisie de la morale et des discours officiels.

Deux siècles après, il suffirait de changer baïonnettes par missiles, fanatisme par intégrisme chrétien, islamique ou autre, esclavage par oppression, etc. et l'on s'y croirait. Un livre certainement satanique qui mériterait amplement les foudres d'un monseigneur Decourtray ou d'un Khomeiny.

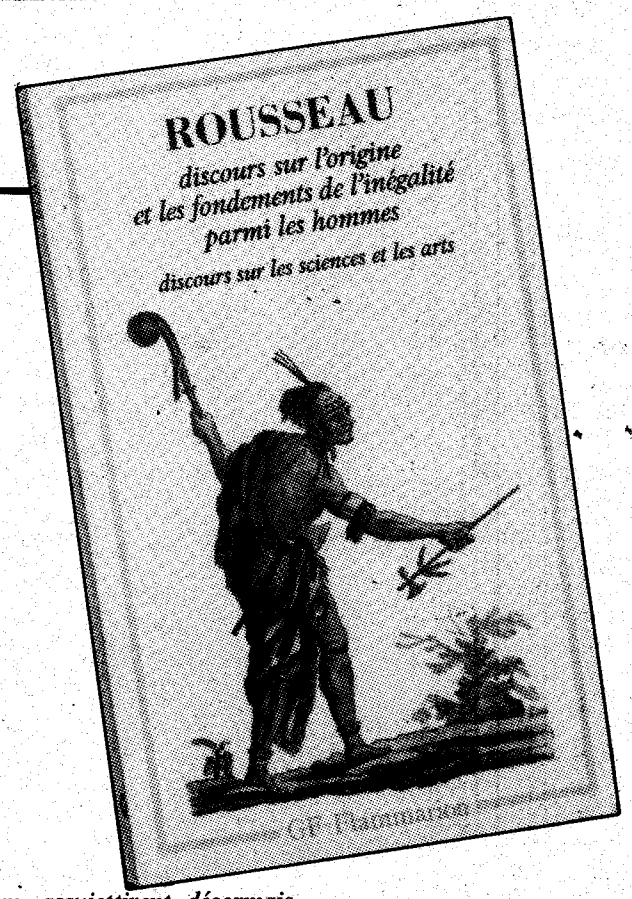
C.F.

Candide, Zadig et autres contes de Voltaire, édité en 1988 à la Bibliothèque Lattès (30 F). Une très jolie édition, au prix d'un livre de poche, reliée et illustrée de gravures d'époque.

Rousseau

De Jean-Jacques Rousseau, l'histoire a retenu principalement le thème du «bon sauvage», et le personnage d'un philosophe épris de nature, écologiste avant la lettre...

Les écologistes actuels en ont gardé le sentimentalisme passéiste, mais ont par contre oublié le contenu subversif de Jean-Jacques Rousseau.



DISCOURS SUR L'ORIGINE ET LES FONDEMENTS DE L'INÉGALITÉ PARMI LES HOMMES

Car sur la plan social, Rousseau fut le philosophe le plus novateur parmi les philosophes des Lumières du XVIII[e] siècle. Si on lit toujours aujourd'hui avec plaisir les deux gros tomes de Confessions, *c'est dans ses discours que se trouve contenu l'essentiel de sa théorie sociale, théorie qui, par-delà la révolution bourgeoise, a continué à nourrir tout un courant d'idées de Fourier à Proud'hon, jusqu'à Tolstoï, qui, par un renversement de perspectives, en tira une philosophie de la résignation et du repli sur soi, dans laquelle Jean-Jacques Rousseau ne se serait probablement pas reconnu.*

En plein siècle des Lumières, protester véhémentement, comme le fait Rousseau, contre le progrès des sciences, l'accumulation des richesses parce qu'ils ont permis le développement d'une société oppressive et d'institutions arbitraires... c'était bien le comble de la contestation et du paradoxe. C'était s'attaquer aux valeurs mêmes, à l'idéal des Lumières chantées par Voltaire, pour qui le progrès matériel suffit à engendrer le progrès moral et à conditionner le bonheur.

Le *Discours sur l'origine de l'inégalité,* assura la gloire et l'influence de Jean-Jacques Rousseau même s'il lui valut les railleries de Voltaire qui lui écrivit : *«J'ai reçu, Monsieur, votre nouveau livre contre le genre humain. (...) On n'a jamais employé tant d'esprit à vouloir nous rendre bêtes ; il prend envie de marcher à quatre pattes quand on lit votre ouvrage»*...

Pour Rousseau, *«l'homme qui médite est un homme dépravé»*. Car il part de l'hypothèse (erronée évidemment, mais qui sert sa démonstration) que l'homme primitif était un solitaire. Et n'ayant d'autres besoins que ceux que la nature pouvait satisfaire il vivait heureux. La source de tout le mal fut le passage de l'état idyllique naturel à la vie en société.

Si Rousseau s'en était tenu là, ses idées auraient bien vieilli, et l'histoire n'aurait sans doute pas retenu son nom. Mais le contenu subversif et prophétique de ses idées tenait à sa critique de la propriété privée. De ce point de vue il fut plus un précurseur des idées socialistes du XIX[e] siècle, que celles des chefs révolutionnaires de 1789, pour qui la propriété privée restait encore la valeur suprême ! De ce point de vue, trente ans avant, Jean-Jacques Rousseau surpassait en audace de pensée Danton, Robespierre ou même Marat.

Pour Rousseau donc, la société civile corruptrice est née de la propriété : *«Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire : "ceci est à moi" et trouva des gens assez simples pour le croire fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs n'eût point épargnées au genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant un fossé, eût crié à ses semblables : "gardez-vous d'écouter cet imposteur ; vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous et que la terre n'est à personne !"»*.

Pour Rousseau, les riches sont constamment en lutte avec les pauvres, mais masquent leur propre violence en leur proposant d'instituer un «contrat» (le fameux «contrat social» de Rousseau) qui prétend protéger les faibles, contenir les ambitieux et assurer à chacun la possession de ce qui lui appartient. *«telle dut être l'origine de la société et des lois qui donnèrent de nouvelles entraves au faible et de nouvelles forces aux riches, détruisirent sans retour la liberté naturelle... fixèrent pour jamais la loi de la propriété et de l'inégalité, d'une adroite usurpation firent un droit irrévocable et pour le profit de quelques ambitieux, assujettirent désormais tout le genre humain au travail, à la servitude et à la misère»*.

Et il conclut : *«J'ai tâché d'exposer l'origine et le progrès de l'inégalité.. par les seules lumières de la raison et indépendamment des dogmes sacrés qui donnent à l'autorité souveraine la sanction du droit divin. (...) Il est manifestement contre la loi de la nature (...) qu'un enfant commande à un vieillard, qu'un imbécile conduise un homme sage, et qu'une poignée de gens regorge de superfluités tandis que la multitude affamée manque du nécessaire»*.

C'était en 1755... un peu plus de trente ans avant l'explosion de la Révolution.

Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes de Rousseau. Collection Garnier Flammarion.

Diderot

Portrait de Denis Diderot par Giraudin.

Denis Diderot (1713-1784), fils d'un artisan aisé de Langres, mena très tôt la vie de bohême à Paris. Sceptique et libertin, il s'orienta vers les idées matérialistes. Si Voltaire était le principal pamphlétaire du XVIII[e] siècle, Rousseau son critique social le plus perspicace, Diderot en fut sans doute le philosophe matérialiste le plus audacieux et le plus subtil.

Sa *Lettre sur les aveugles à l'usage de ceux qui voient* lui valut d'être emprisonné quelques mois à Vincennes. Echaudé par cette première expérience, il écrivit beaucoup, mais publia peu de son vivant.

De tous les philosophes, c'est le plus varié, le plus divers, le plus curieux et touche à tout... Philosophe, il médite sur la nature de la matière, du mouvement de la vie ; critique d'art, il se passionne de musique, de peinture ; directeur de l'*Encyclopédie,* il improvise, compile, s'initie à divers métiers, mais il fut aussi dramaturge, épistolier, conteur satiriste...

Ses romans, *Jacques le Fataliste, Le neveu de Rameau,* sont autant de façon d'illustrer ses idées et sa démarche philosophique... C'est en Allemagne qu'ils furent publiés du vivant de Diderot, grâce aux traductions qu'en firent Schiller et Gœthe, mais ils ne furent édités en France que bien après la Révolution. Quant à *La religieuse,* elle ne fut publiée qu'après sa mort. Mais il faut croire à son caractère sulfureux, car si le livre est publié sans problème aujourd'hui, le film qu'en tira Jacques Rivette en 1965, fut censuré par le secrétaire d'Etat à l'Information de l'époque, un certain Yvon Bourges...

Un thème parcourt l'œuvre de Diderot, la liberté, et, à lire le poème suivant de Diderot (posthume, est-il besoin de le préciser), on serait tenté de voir en lui un précurseur de l'anarchisme.

«L'enfant de la nature abhorre l'esclavage ;
Implacable ennemi de toute autorité,
Il s'indigne du joug ; la contrainte l'outrage ;
Liberté, c'est son vœu ; son cri c'est Liberté.
(...) Il nous dirait (...)
Je ne veux ni donner, ni recevoir de lois...
Et ses mains ourdiraient les entrailles du prêtre,
Au défaut d'un cordon pour étrangler les rois...

LES ROMANS DE DIDEROT

On lira avec plaisir, encore aujourd'hui, *La religieuse,* un roman dénonçant le pouvoir de l'Eglise et des riches de faire enfermer et d'emmurer vives les filles de familles, les couvents étant une sorte d'abus comparable aux lettres de cachets et un moyen de faire disparaître les filles «indignes», ou celles dont on voulait subtiliser l'héritage.

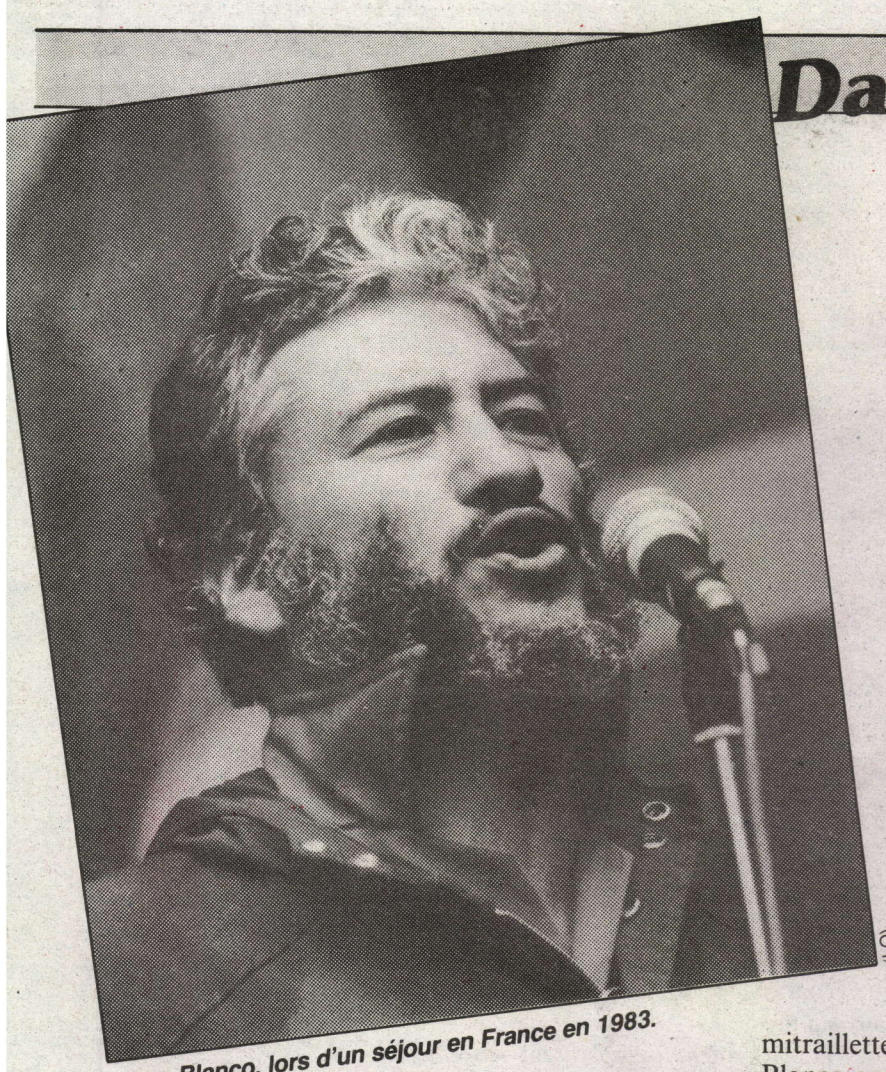
Le neuveu de Rameau, est un roman en dialogue entre Rameau, le neveu du célèbre musicien et le philosophe Diderot. Ils débattent très librement de tout, famille, musique, destinée... le ton est donné par Rameau, le type du mauvais garçon, cynique, anticonformiste, affranchi de préjugés.

Jacques le Fataliste est un roman d'aventures philosophiques. Le décousu apparent des dialogues rend la lecture un peu difficile, mais c'est un roman plein de fantaisie et de truculence. Jacques, le valet est un être libre, même si son maître s'acharne à répéter que *«tout ce qui nous arrive, bien ou mal est écrit là-haut»*.

Ces trois romans sont publiés en Folio.

PÉROU

LIBERTÉ POUR HUGO BLANCO ET SES CAMARADES



Hugo Blanco, lors d'un séjour en France en 1983. (LO)

Hugo Blanco est de longue date un militant révolutionnaire et un dirigeant du mouvement paysan de son pays. Il a été arrêté le 9 février à Pucallpa, une ville d'une région située au nord-est où, depuis la fin du mois de février, des grèves paysannes se sont multipliées. Il est aux mains des forces de l'ordre, qui n'hésitent pas à faire «disparaître», torturer, assassiner les militants et les dirigeants du mouvement ouvrier et paysan. Lutte Ouvrière appelle ses lecteurs, ses amis et tous ceux que les méthodes du gouvernement d'Alan Garcia révoltent, à s'associer à toutes les manifestations de protestation contre cette détention.

La Ligue Communiste Révolutionnaire qui, avec le Comité Pérou, a déjà pris différentes initiatives, demande que l'information sur ces faits soit la plus large possible et que télégrammes et lettres soient adressés à l'ambassade du Pérou et à Alan Garcia. Nous soutenons son appel.

Ce 9 février, alors que 8000 paysans étaient venus manifester à la ville de Pucallpa, à l'appel des dirigeants paysans qui venaient de conclure un accord avec le gouvernement, la police provoqua un massacre. Huit personnes furent tuées lors d'une première charge de police, et vingt autres furent grièvement blessées ou tuées par balle un peu plus tard, quand un corps spécial de police tira sur les manifestants.

Hugo Blanco fut arrêté ce même après-midi, au cours d'une assemblée paysanne parfaitement légale organisée par la confédération paysanne (le CCP) dont il est l'un des dirigeants. La police, qui investit le local où se tenait la réunion en tirant à la mitraillette, a arrêté Hugo Blanco après l'avoir tondu et cagoulé, ainsi qu'un autre dirigeant paysan, Luis Tuesta de la Torre. Pendant quarante-huit heures, la police et l'armée prétendirent tout ignorer de cette affaire, si bien que les amis politiques et la famille d'Hugo Blanco craignirent que les forces de l'ordre ne l'aient fait disparaître ou ne l'aient exécuté. Depuis, la police reconnaît l'avoir arrêté, mais elle l'accuse en même temps de «rébellion armée», en prétendant que Hugo Blanco a été arrêté à la tête d'un commando armé de paysans et qu'il entretient des liens avec une organisation guérillériste, le Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru. Ces accusations mensongères font craindre à son entourage que les autorités, qui l'ont convoqué à comparaître devant les tribunaux locaux ce jeudi 23 février, ne cherchent à l'impliquer dans des assassinats de membres des forces de l'ordre.

Non seulement Hugo Blanco est privé de liberté, menacé des pires condamnations, mais sa sécurité et sa vie même sont en danger. Dans les geôles du président Alan Garcia, qui à la tête du parti populiste APRA (un parti lié à l'Internationale Socialiste) se présentait il y a quatre ans comme l'homme du retour à la démocratie, on torture et on assassine. Dans ce pays qui subit depuis plusieurs années une crise économique peut-être sans précédent, puisque l'inflation y atteint le taux record de 2000 % l'an et qu'aujourd'hui le trafic de la cocaïne y est la source principale de devises, la violence et la répression sont la seule réponse du gouvernement aux revendications des masses populaires qui vivent dans des conditions de plus en plus précaires dans les villes comme dans les campagnes. La lutte armée du gouvernement contre la guérilla, dont le Sentier Lumineux est la force principale, sert de prétexte aux violences, aux assassinats, à l'arbitraire...

Il faut tout faire pour sauver Hugo Blanco et ses camarades. L'existence de nombreuses protestations peuvent contribuer à retenir le bras de ceux qui pourraient être tentés de les assassiner, de les torturer. Ils peuvent aussi peut-être contraindre le gouvernement péruvien à revenir en arrière et à les libérer, quelle que soit la sentence du tribunal local.

Il y a environ vingt ans, une vaste campagne internationale de protestation avait contribué à faire remettre en liberté Hugo Blanco, représentant au Pérou une partie du courant trotskyste lié au Secrétariat Unifié. Il était alors condamné à mort pour avoir organisé des occupations de terres et était emprisonné depuis trois ans. Depuis, Hugo Blanco a fait l'objet d'une condamnation et d'une déportation au Chili en 1973. Puis, de retour au Pérou, il a été député de 1980 à 1985. Non réélu en 1985, il fait partie aujourd'hui des dirigeants du mouvement ouvrier et paysan que le gouvernement péruvien aimerait éliminer. Faisons ce qui est possible pour l'en empêcher.

LES FORCES DE L'ORDRE ONT PROVOQUÉ UN MASSACRE

Depuis le 25 janvier, la situation était tendue dans la région de Pucallpa, où la grève des paysans n'a en effet cessé de s'étendre.

Ceux-ci, qui sont des petits producteurs qui vendent à l'Etat, exigeaient d'être mieux payés pour leur récolte (le journal *El Pais* rapporte que les producteurs de riz sont payés par exemple 20 centimes par kilo de riz), et protestaient entre autres aussi contre les taux de crédit trop élevés.

Dans la nuit du 8 au 9 février, tout le monde s'attendait à une accalmie : un accord venait d'être signé, le gouvernement et des représentants syndicaux de la fédération paysanne appelaient à manifester le 9 pour célébrer cet accord.

Les forces de l'ordre firent de cette manifestation un massacre et, d'après Amnesty International, on ne sait pas aujourd'hui combien de manifestants ont été tués ou arrêtés.

L'organisation Amnesty International, qui signale cette affaire comme un problème où il faut intervenir d'urgence, recommande l'envoi de télégrammes, télex et aérogrammes à l'adresse des autorités péruviennes pour réclamer la mise en liberté d'Hugo Blanco et des dirigeants paysans arrêtés.

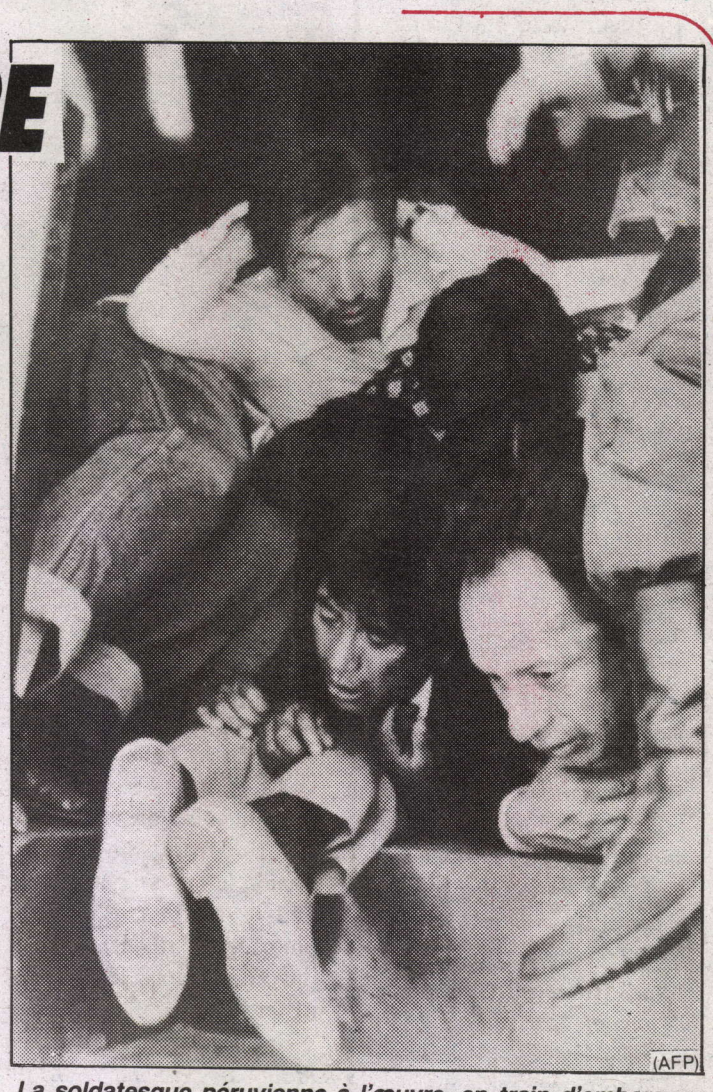
Les télégrammes peuvent être envoyés au Pérou :

Présidente GARCIA
Palacio de Gobierno
Lima Pérou
Telex 20167 PE PALACIO
Code PAYS / 036000

Ministro de Interior
SORIA DIAZ Lima Pérou
Telex 21133 PE OCMI

Avec envoi de copies à la Fédération paysanne :
Señores
CCP
Plaza 2 de Mayo N° 40
Lima Pérou

Ils peuvent être aussi envoyés en France :
Ambassade du Pérou
50, avenue Kléber
75016 Paris



(AFP)

La soldatesque péruvienne à l'œuvre, en train d'embarquer des mineurs en grève qui manifestaient le 29 novembre 1988 à Lima.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995